

ALGÉRIE- EMIRATS ARABES UNIS

M. Benabderrahmane achève sa visite à Dubai

P. 24

CYBERSÉCURITÉ

L'Algérie abrite le Premier Module de Haut niveau de la 12^e session de formation du Collège "5+5 Défense"

P. 24

ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD

Volonté commune de renforcer la tradition de concertation à tous les niveaux

P. 24

PANDÉMIE DE COVID-19 EN ALGÉRIE

Les indicateurs épidémiologiques annoncent une quatrième vague selon des experts

Des experts de l'Agence nationale de veille sanitaire, du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus et d'établissements hospitaliers et de santé ont affirmé, hier à Alger, que les indicateurs épidémiologiques actuels annoncent une quatrième vague. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de la veille sanitaire, Pr Kamel Sanhadj n'a pas écarté de quatrième vague en Algérie, le virus "étant encore répandu même avec un taux relativement faible", se référant à l'expérience de certains pays européens ayant traversé une quatrième vague et en sont à la cinquième.

P. 10

DKnews-APS



ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

Appel à adopter un nouveau mode de gestion des collectivités locales

P. 3

RESSOURCES EN EAU

143 millions de mètres cubes d'eau emmagasinés dans les barrages du pays (ministre)

P. 4

RESEAUX DE COMMUNICATIONS MOBILES 6G

Un nouveau terrain de géostratégie

P. 17

SANTÉ

BRONCHIOLITE DU BÉBÉ

Quels sont les symptômes qui doivent alerter ?

P.p 12-13

F   T B A L L

MONDIAL 2022 (ÉLIMINATOIRES/ GR.A)

ALGÉRIE - BURKINA FASO

"Un match décisif qu'on doit gagner" (Belmadi)

P. 21



ARTS PLASTIQUES

"Retour aux sources", première exposition de Mohammed Yazid Kaddouri

P. 16

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Un nouveau site électronique

P. 24

MÉTÉO

Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses dans le Centre du pays (BMS)



Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses affecteront, à partir de l'après-midi de dimanche, plusieurs wilayas du Centre du pays, alerte un bulletin météorologique spécial (BMS) de l'Office national de la météorologie. De niveau de vigilance orange, ces pluies affecteront les wilayas d'Alger, Boumerdès, Tizi Ouzou, Bejaïa, Jijel et Skikda, souligne le BMS.

Quant à leur validité, ajoute le BMS, elle aura lieu ce dimanche entre 15h00 et 23h00, soulignant que la quantité des pluies est estimée entre 20 et 40 mm.

Une autre alerte des pluies, avec rafales de vent sous orages, concerne les wilayas de Chlef, Ain Defla, Medea, Tipaza, Blida, Alger, Boumerdès, Tizi Ouzou et Bouira, ajoute la même source.

La validité du BMS débute le lundi 15 novembre 2021 à 09h00 jusqu'à mardi 16 novembre 2021 à 15h00 au moins, selon le même bulletin, soulignant que les quantités de pluies sont estimées entre 40 et 60 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 80 mm.

RENCONTRE ALGÉRIE-BURKINA FASO
Distribution de 50 milles sachets d'eau potable au profit des supporters (Algérienne des eaux)

"L'Algérienne des eaux, assurera la distribution de 50 milles sachets d'eau potable au profit des supporters, à l'occasion de la rencontre qui opposera l'équipe nationale algérienne de football à la sélection du Burkina Faso, dans le cadre des qualifications pour la phase finale de la coupe du monde -Qatar 2022-, qui aura lieu le mardi 16 novembre 2021, au stade Mustapha Tchaker de Blida", a indiqué dimanche la société dans un communiqué. A rappeler que la rencontre Algérie-Burkina Faso sera marquée par le retour des supporters algériens aux gradins, après une absence de près de deux ans, et ce, suite à l'autorisation accordée par le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) pour l'accès aux stades, à la faveur de la stabilisation de la situation sanitaire.

JUSTICE

Report du procès de l'ancien ministre Hattab au 29 novembre

Le Pôle pénal spécialisé dans la lutte contre le crime financier et économique près le tribunal de Sidi M'Hamed (Alger) a reporté, lundi, le procès de l'ancien ministre de la Jeunesse et des sports, Mohamed Hattab au 29 novembre. Mohamed Hattab est poursuivi pour "dilatation de deniers publics, abus de fonction et octroi d'indus avantages" lorsqu'il qu'il était wali de Mostaganem.

Début du procès des accusés dans l'affaire du groupe Condor

Le procès des propriétaires du Groupe Condor, les frères Benhamadi a débuté lundi au pôle pénal, financier et économique près le Tribunal de Sidi M'Hamed (Alger).

Les propriétaires du groupe et les coaccusés (40 accusés dans cette affaire) sont poursuivis entre autres pour "blanchiment d'argent et dilapidation de deniers publics, incitation d'agents publics à exploiter leur influence pour l'obtention d'indus avantages, et financement occulte de partis politiques".

Outre les frères Benhamadi, sont poursuivis dans cette affaire, des cadres des secteurs de la Santé, des Transports, de la Poste et des télécommunications et de la Banque extérieure d'Algérie (BEA).

BADR BANQUE
Ouverture du premier guichet de la finance islamique à Médéa

La Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) a annoncé l'ouverture, à partir d'hier, du premier guichet de la finance islamique dans la wilaya de Médéa au niveau de son agence principale (846), au chef-lieu de la wilaya.

La banque publique souligne que ce guichet proposera les quatorze produits conformes aux préceptes de la Charia islamique destinés à tous les segments de la clientèle (particuliers, professionnels, entreprises), précisant qu'ils sont répartis en deux catégories.

La banque a, par ailleurs, précisé que les détails de ces produits sont disponibles sur son site web : www.badrbanque.dz.

ALGÉRIE - AUTRICHE
L'Autriche déterminée à renforcer ses relations de coopération avec l'Algérie (ambassadrice)

L'ambassadrice de la République d'Autriche, Christine Moser, a fait part dimanche de la détermination de son pays à renforcer sa coopération avec l'Algérie dans le domaine commercial et des échanges culturels.

Dans une déclaration à la presse après avoir été reçue par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à qui elle a remis ses lettres de créance, la nouvelle ambassadrice d'Autriche en Algérie a précisé que "lors de cette rencontre fructueuse, le Président Tebboune a rappelé les relations séculaires et solides qui lient les deux pays et qui remontent aux années de la Révolution algérienne", soulignant qu'"il a été convenu de relancer et de renforcer ces relations dans le domaine commercial et des échanges culturels".

"En tant que pays de l'Union européenne (UE), nous attachons de l'importance à l'intérêt que porte l'Algérie à la coopération avec l'Autriche et avec l'UE", a ajouté l'ambassadrice autrichienne.

ASSURANCES
Une croissance de 5,7 % au 1^{er} semestre, la branche automobile prédominante (CNA)

Le marché national des assurances, toutes activités confondues, affiche, au 1^{er} semestre 2021, un peu plus de 75 milliards de DA de chiffre d'affaires, contre 71 milliards de DA, à la même période de 2020, soit une hausse de 5,7%, avec la prédominance de la branche assurance de l'automobile, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa note de conjoncture.

La part de l'assurance "automobile" qui affiche une production d'un peu plus de 33 milliards de DA, en repli de 2,3% par rapport à la même période de l'exercice 2020, demeure, néanmoins, prépondérante, avec un taux de 51% du total du portefeuille des assurances de dommages, en baisse relativement à 2020 où elle avait atteint près de 56%.

DIPLOMATIE
Nomination des nouveaux ambassadeurs d'Algérie au Japon

Le Gouvernement japonais a donné son agrément à la nomination de M. Larbi Katti, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès du Japon, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Étranger.

... au Tchad

Le Gouvernement tchadien a donné son agrément à la nomination de M.

Amor Fritah, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République du Tchad, indique dimanche le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Étranger.

... et auprès de la République Djibouti

Le Gouvernement djiboutien a donné son agrément à la nomination de M. Mohamed Irki, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République de Djibouti, indique dimanche le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Étranger.

ALGÉRIE - COLOMBIE
La Colombie veut augmenter le volume de sa coopération avec l'Algérie (ambassadrice)

Le nouvel ambassadeur de Colombie, José Antonio Sorlante Gomez, a exprimé dimanche à Alger la volonté de son pays d'augmenter le volume de sa coopération avec l'Algérie dans divers domaines. "Nous avons un énorme potentiel pour nous développer conjointement dans divers domaines. Pour que le renforcement de nos relations soit une réalité, nous souhaitons augmenter le volume de nos échanges commerciaux, de l'investissement et de la coopération éducative et scientifique qui profite au bien-être de nos peuples", a déclaré à la presse le nouvel ambassadeur colombien après avoir remis ses lettres de créance au président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Il a ajouté que l'Algérie et la Colombie "sont deux pays amis, engagés dans des causes communes et luttent sans relâche pour offrir un bien-être meilleur à leurs peuples".

MOUDJAHIDINE
Décès du moudjahid et journaliste Abdelouahab Mohamed Kameledine

Le moudjahid et journaliste Abdelouahab Mohamed Kameledine est décédé, dimanche dans la wilaya de Mascara, à l'âge de 90 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Le défunt Abdelouahab Mohamed Kameledine est décédé dans son domicile au douar de Sidi Benykhlef dans la commune de Maoussa suite à une maladie.

Le moudjahid défunt a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale en 1957.

Après l'indépendance, il fut parmi le premier noyau de la police algérienne qu'il a quittée dans les années 60 pour rejoindre la radio nationale en tant qu'animateur et a présenté des émissions dont "Maghreb Chououb" (Maghreb des peuples) qu'il a rendu célèbre. Après avoir été admis à la retraite à la Radio régionale d'Oran, il regagna son douar de Sidi Benykhlef dans la commune de Maoussa et y adhéra dans le domaine culturel en participant à encadrer des conférences et des colloques tenus dans la wilaya de Mascara et les wilayas limitrophes.

ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

Appel à adopter un nouveau mode de gestion des collectivités locales (Synthèse)

Les chefs des principaux partis politiques ont plaidé dimanche, au 11ème jour de la campagne électorale, pour l'adoption d'un nouveau modèle de gestion des collectivités locales, basé sur la bonne gouvernance afin d'opérer le "véritable changement" souhaité par les citoyens.

Lors d'un meeting à El Harrach, le membre de l'instance présidentielle du Front des forces socialistes (FFS), Hakim Belahcel, a affirmé que son parti restait "profondément déterminé" à mettre le citoyen au centre d'un nouveau mode de gestion des collectivités locales, basé sur "l'innovation, la compétence, la transparence et la bonne gouvernance". Il a fait savoir que le combat et l'ambition de son parti étaient de réhabiliter le rôle et le statut de l'élu local du peuple, ajoutant qu'il "était temps de rompre avec les codes qui régissent le fonctionnement" des collectivités locales réduisant l'élu local au rang de "simple exécutant". A Ouargla, le président du Mouvement de la société de la Paix (MSP), Abderrazak Makri, a affirmé que le programme de son mouvement œuvre à "la consécration de la bonne gouvernance et d'un développement équitable". Il a soutenu, à ce titre,

qu'il est possible "d'atteindre les objectifs du développement économique à travers la bonne gouvernance", soulignant que son parti est "soucieux de la réalisation de la cohésion, la quiétude et la concorde au sein de la société". Le chef du MSP a plaidé également pour le changement des codes de la commune et de la wilaya, le passage à la numérisation, la modification de la fiscalité locale, et la révision de l'organisation territoriale pour atteindre l'intégration dans le cadre du développement décentralisé. Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni a souligné, à Ouargla, la nécessité d'aller vers "une gouvernance locale responsable et efficace permettant d'avoir un changement véritable et efficace, à la hauteur des aspirations du citoyen algérien". Le SG du RND a, dans le même contexte, mis l'accent sur la nécessité "d'élargir les préro-



gatives des élus locaux, notamment du Président de l'Assemblée populaire communale (APC), et de rompre avec les anciennes pratiques". Le Secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Abou El-Fadhl Baadjji, a réitéré, à Chlef, son appel pour l'élargissement des prérogatives des élus locaux pour permettre aux APC de

jouer un rôle actif dans la réalisation des projets d'investissement et contribuer, ainsi, au développement local. A Tissemsilt, le président de "Sawt Echaab", Lamine Osmani, a mis l'accent sur l'importance de "réviser le mode de gestion des APC", soulignant que son parti plaide pour "l'élargissement des attributions des présidents

d'APC pour une contribution plus efficace au développement local à travers le lancement de projets susceptibles de créer de la richesse".

Le président d' "Al Fajr El-Djadid", Tahar Benbaibche, a également plaidé, à Ain Témouchent, pour l'élargissement des prérogatives des APC, mettant en exergue l'importance de la commune dans le développement économique. Il a insisté, à ce titre, sur la nécessité d'accorder plus d'intérêt aux communes qu'il considère comme la "locomotive du développement". Le président du Front El Mostakbel, Abdelaziz Belaid, a insisté, à Tipaza, sur la nécessité de réviser le code communal et de libérer les initiatives locales, affirmant que son parti aspire à faire des Assemblées communales des "gouvernements locaux" et des Assemblées de wilayas une sorte de "parlements" au service de leurs régions.

Le rôle de la société civile mis en exergue par la presse nationale pour la réussite du scrutin

Le rôle de la société civile dans la réussite des élections locales du 27 novembre a été mis en exergue par les quotidiens de la presse nationale paraissant ce lundi, s'attardant également sur la démocratie participative et l'importance du développement local afin de permettre aux Assemblées élues de retrouver leur vocation initiale. En ce sens, le quotidien El Moudjahid a repris les déclarations de plusieurs leaders de partis politiques, citant notamment le Front des Forces socialistes (FFS) qui s'est dit "déterminé" à mettre le citoyen et par conséquent la société civile "au centre d'un nouveau mode de gestion des collectivités locales, basé sur l'innovation, la compétence, la transparence et la bonne gouvernance", réitérant en même temps son "ambition" de "réhabiliter le rôle et le statut de l'élu local". Selon le même journal, le FFS a considéré qu'il était temps "de rompre avec les Codes qui régissent le fonctionnement des collectivités locales" qui réduisent l'élu au rang "d'un simple exécutant", relevant par ailleurs que "les citoyens sont plus en plus nombreux présents aux meetings populaires et rencontres de proximité du fait de l'évolution marquée de la campagne électorale".

Dans le même sens, le quotidien Crésus, a relevé que le Mouvement pour la Paix et la société (MSP) ne néglige pas la société civile, reprenant ainsi les déclarations du leader de ce

parti selon lesquelles "les listes électorales du MSP sont établies en concertation avec la société, dans le cadre de la démocratie participative".

De son côté le quotidien l'Expression s'est intéressé aux candidats indépendants qui "veulent jouer aux troubles fêtes", citant l'exemple des candidats de la wilaya de Tizi Ouzou qui ambitionnent de "créer la surprise" et constituer une "véritable concurrence aux partis politiques qui sont traditionnellement ancrés dans cette région". Pour ce tabloïd, "c'est la première fois que la wilaya de Tizi Ouzou enregistre un nombre aussi élevé de listes (150) de candidats indépendants dans ses 67 communes". Sous le titre "Mercato électoral ou banalisation politique", El Watan abonde dans le même sens en notant toutefois que "des élus sortants ont décidé de briger un autre mandat, mais en changeant de couleurs politique". Illustrant son commentaire par ce qui est appelé le "nomadisme politique", le journal a relevé que "certains candidats ont opté pour des listes d'indépendants et d'autres se sont retrouvés chez les rivaux d'hier".

De son côté, Le Soir d'Algérie a constaté que des candidats optent pour des activités de proximité, soulignant que les postulants aux Assemblées élues "semblent privilégier le contact direct en allant vers les électeurs plutôt

que de les attendre dans des salles désertées par les citoyens".

Le quotidien arabophone Echaab qui a consacré son commentaire à ce rendez-vous électoral, a relevé qu'à moins de deux semaines du jour J, les candidats optent pour des rencontres de proximité en vue d'être plus proches des électeurs, ce qui donne un autre cachet ces élections, marquées par une "forte concurrence entre les candidats". La même publication a noté que cette concurrence sert à "relever davantage le niveau du discours politique des candidats".

Le quotidien Horizons qui a initié à l'occasion de ces élections une rubrique intitulée "Vivre sa commune", a consacré son zoom pour l'édition de ce lundi à l'APC de Tizi Rached dans la wilaya de Tizi Ouzou. Le quotidien a interviewé le P/APC sortant de cette Commune qui connaît une récession économique, sachant qu'elle abrite le siège de la société nationale de production de l'électroménager (ENIEM).

La nouvelle République s'est intéressée à un autre sujet, savoir "les rumeurs qui s'abattent sur l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE)", et qui concernent la carte d'électeur qui aurait été imposée aux observateurs du prochain scrutin. Le journal a largement repris le communiqué de l'ANIE qui apporte un démenti à ces rumeurs. Le quoti-

dien El-Massa s'est intéressé au contenu développé par les candidats en lice dans leurs discours respectifs, estimant que le thème de la démocratie participative, constitue un dénominateur commun pour l'ensemble des candidats de même que le thème du développement local qui revient dans tous les discours de campagne, faisant observer que les candidats s'efforcent de "développer des thèmes en relation avec la spécificité de chaque région".

Se voulant plus critique, le journal Echorouk a estimé que la campagne électorale se déroule dans une "ambiance folklorique", estimant que tous les moyens sont utilisés pour attirer le public dans les espaces où se déroulent les meetings populaires. La même publication a en outre déploré le "discours tribal" de certains candidats ainsi que l'indifférence des citoyens vis-à-vis de ces élections".

De son côté, le quotidien "Al-Khabar" s'est intéressé aux "agissements" des anciens candidats qui, malgré leur exclusion par des décisions de la justice de la course électorale, tentent de manipuler les candidats en lice dans l'espoir de préserver leurs privilèges et exercer leur influence sur les futurs élus. Par ailleurs, les titres de la presse nationale ont davantage focalisé sur les intempéries qui touchent plusieurs régions du pays, provoquant ainsi des inondations et des dégâts matériels.

Consensus autour de l'élargissement des prérogatives des élus locaux (presse régionale)

Aussi bien des experts que des responsables politiques, tous convergent vers un consensus autour de la pertinence de la thématique des prérogatives des élus locaux, plaidant à cet effet l'importance de l'élargissement du pouvoir des assemblées élues locales à travers la révision du Code de la commune, rapportent, lundi, des journaux édités dans l'Est du pays.

Dans ce contexte, le journal public "En-nasr" a ouvert ses colonnes à des experts et analystes qui ont relevé la nécessité d'élargir les prérogatives des élus que ce soit au niveau des assemblées communales ou de wilaya pour concrétiser le développement local escompté, mettant l'accent sur "la nécessaire révision du Code de la commune".

Ces experts ont également estimé, souligne "En-nasr", que les futures assemblées locales constitueront le point de départ d'une nouvelle classe politique à même de prendre les rênes des collectivités, du fait de la présence de nombreuses jeunes compétences.

La publication considère, par ailleurs, en cette deuxième de se-

maine de campagne électorale, que le volet relatif à "l'élargissement des prérogatives des élus locaux revient tel un leitmotiv dans les discours des chefs de partis, dont certains appellent également à "libérer les assemblées locales des entraves de l'administration", à l'image d'Ahmed Dane, vice-président du Mouvement El Bina, s'exprimant hier depuis El Eulma (Sétif).

Sous le titre "Plaidoyer pour des élections performantes et crédibles", "Le Provincial", édité à Annaba, estime de son côté que les élections locales du 27 novembre courant "ne suscitent pas l'enthousiasme de la population, blâsée par les promesses non tenues des édiles des mandats précédents".

Dans un reportage effectué à Guelma, l'auteur de l'article rapporte les propos de citoyens souhaitant "à l'unanimité" la victoire de candidats "crédibles, désintéressés et déterminés à retrouver leurs manches" pour que la population puisse enfin évoluer dans un environnement sain et harmonieux, relayant le vœu d'un jeune qui espère que "le président de l'APC soit doté de vastes pré-

rogatives pour remplir sa noble mission". "Le Quotidien de Constantine" considère, pour sa part, que tel un "leitmotiv programmatique", la démocratie participative constitue la préoccupation majeure des animateurs de la campagne électorale engagés dans la course aux élections des assemblées élues locales du 27 novembre.

La publication évoque le cas du Rassemblement national démocratique (RND) qui réserve tout un pan de son programme électoral à la "démocratie participative avec en toile de fond une batterie de mesures susceptibles de la renforcer", et ce à travers des mécanismes multiples, lit-on, notamment "une osmose avec les administrés, le mouvement associatif et les comités de quartiers". Cette préoccupation est également perceptible chez le Mouvement de la société pour la paix (MSP) qui "milite en faveur de l'enracinement du principe cardinal de la démocratie participative dans toutes les pratiques relatives à la gestion des affaires de la commune", rapporte le même journal.

APS

Les candidats misent sur la révision des lois sur la commune et la wilaya pour soutenir le développement local (presse oranaise)

Les journaux paraissant lundi à Oran ont souligné que les candidats pour les élections locales du 27 novembre, dont la campagne électorale a atteint son douzième jour, misent sur la révision des codes communal et de wilaya pour soutenir le développement local. Dans ce contexte, le quotidien "El-Djournhouria" a indiqué que de nombreux candidats aux élections locales du 27 novembre misent sur la révision décidée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune des codes communal et de wilaya, à travers la mise en place d'ateliers composés de spécialistes, qui devront achever leur travail vers la fin de l'année en cours en soumettant des suggestions sur les mécanismes juridiques qui permettent le renforcement de la décentralisation tracée par les pouvoirs publics. Le journal a indiqué : "On s'attend à ce que ces réformes juridiques donnent à l'élu local une plus grande marge pour exercer ses fonctions dans un cadre élargi, prenant en compte les préoccupations des citoyens et permettant de renforcer le rôle économique des communes". D'autre part, El-Djournhouria a indiqué que dans le cadre du travail associatif, la coordination des quartiers et des centres ruraux de la commune de Timimoun a tenu hier une réunion, au cours de laquelle elle a appelé les associations de la société civile à in-

tensifier leur travail de sensibilisation des citoyens sur l'importance de voter lors des prochaines élections. De son côté, le quotidien "Cap-Ouest" a souligné que les chefs de partis, lors de l'animation de leurs campagnes électorales pour les locales du 27 novembre, ont appelé à "investir dans les ressources humaines et présentant des solutions" concernant la conduite des affaires locales et une bonne prise en charge des préoccupations des citoyens. A ce propos, le journal a cité le président du parti "sawt Chaab", M. Lamine Osmani, qui a appelé lors d'un meeting populaire à Mostaganem à "changer le mode de gestion des collectivités locales" par la révision du code communal faisant remarquer que "l'Algérie nouvelle a besoin de communes modernes et cela nécessite d'investir en l'élément humain". De son côté, le quotidien "El-Watani" a continué de faire le point sur le déroulement de la campagne électorale à son onzième jour, faisant état des interventions les plus marquantes des chefs de partis et des candidats indépendants, qui ont renouvelé l'appel à l'octroi des prérogatives plus étendues aux élus locaux afin de prendre en charge les préoccupations des citoyens, d'utiliser au mieux les capacités disponibles dans les communes et d'édifier les piliers de la démocratie participative.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Le ministre de l'Intérieur souligne la nécessité de parachever le processus du développement de la capitale

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud a mis l'accent, dimanche, sur la nécessité du parachèvement du processus du développement de la capitale, vitrine du pays, et l'amélioration du cadre de vie des habitants.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie d'installation de M. Ahmed Maabed dans ses nouvelles fonctions de wali d'Alger, M. Beldjoud a mis en avant "l'intérêt qu'accorde l'Etat au parachèvement du processus de développement de la capitale et l'adoption d'une approche moderne basée sur l'innovation, l'efficacité et l'esprit participatif, loin des procédés de routine et classiques qui ne sont pas à la hauteur de ce que porte cette wilaya comme perspectives et défis". Pour le ministre, les Algérois "aspirent à l'amélioration de leur cadre de vie et du niveau des services publiques, notamment celles relatives à l'hygiène de l'environnement, à l'aménagement urbain, aux structures d'éducation et de santé, aux moyens de transport et autres structures de proximité vitales". Evoquant le problème de es bouillons à Alger, M. Beldjoud a estimé qu'il était l'un des défis qu'il importe de relever par "la mise en place des solutions structurelles et durables", recommandant, à cet effet, "de recourir aux dernières avancées technologiques et de faire appel aux expériences des grandes capitales du monde". Il a en outre estimé que la prévention et la lutte contre les risques majeurs était "un des défis importants auxquels fait face la wilaya d'Alger, à l'instar des inondations, des glissements de terrain et des séismes", appelant à "l'impératif de mobiliser, de façon constante, toutes les ressources humaines et matérielles en vue de préserver la sécurité des personnes et des biens, en relançant, notamment, les plans de secours, en veillant avec rigueur à la mise à jour continue de ces plans et en garantissant la rapidité et l'efficacité des interventions".

A ce occasion, le ministre a plaidé pour "l'ouverture d'un atelier de réflexion en associant des experts et des chercheurs spécialistes afin d'actualiser l'inventaire de toutes les zones à risque et les

points noirs et de préconiser des mesures pratiques à court et moyen termes pour éviter leurs répercussions sur l'environnement et leurs effets sur l'infrastructure".

Il a également souligné la nécessité de maintenir "le degré de vigilance en ce qui concerne la prévention contre le Coronavirus", exhortant le nouveau wali à "intensifier les opérations de sensibilisation des citoyens et à mobiliser des moyens logistiques et humains nécessaires à travers les différents quartiers de la ville". Evoquant "l'équité territoriale", le ministre a indiqué qu'il s'agit là de l'une des perspectives les plus importantes auxquelles aspirent les pouvoirs publics", faisant état de "la mobilisation des enveloppes financières importantes au titre des différents programmes et plans élaborés à cet effet".

En dépit de tout cela, ajoute-t-il, "certaines régions de la capitale connaissent encore des déficits de développement devant être comblés en vue de créer un équilibre entre les différentes zones", relevant à ce propos "l'intérêt accordé aux pôles urbains et les efforts consentis visant à y fournir toutes les structures et les équipements publics, outre la réhabilitation des anciens quartiers et des secteurs sauvegardés telle la Casbah d'Alger, classée par l'UNESCO comme patrimoine mondial". La relance de la dynamique économique locale est au cœur des orientations présidentielles qui préconisent l'encouragement de l'investissement, l'accompagnement des investisseurs et la simplification des procédures administratives, a ajouté M. Beldjoud.

La capitale "mérite de mobiliser tous les moyens pour lui accorder une image plus noble et mettre en exergue son caractère civilisationnel, culturel et esthétique", a-t-il dit.

Pour le ministre, la concrétisation de cette démarche requiert d'"aller en avant dans le dévelop-

pement d'Alger, selon une vision moderne futuriste et prospective et qui répond aux critères internationaux aux différents plans". A ce propos, le ministre a mis en avant l'importance de "conjuguer les efforts en vue d'assurer la continuité des différentes activités de service et commerciales la nuit, avec célébration des activités culturelles de manière continue". Quant au rôle de la démocratie participative dans la gestion des affaires publiques, M. Beldjoud a expliqué qu'il s'agissait "d'un des défis auxquels les autorités publiques œuvrent à relever en se rapprochant des citoyens, toutes franges confondues, en écoutant leurs préoccupations et en les associant à la gestion des perspectives de développement dans la capitale". Une telle démarche ne saura être réalisée, a-t-il souligné, sans tisser "des relations de concertations avec les représentants du peuple, à savoir les députés, les élus, la société civile, les chercheurs universitaires spécialisés et les représentants des médias".



Cette démocratie "se concrétisera à travers les futures APC et APW élus, dont le sort sera dévoilé le 27 novembre courant", ce qui permettra, a-t-il conclu, de parachever le processus de l'édification institutionnelle, initié par le président de la République, en ce sens que les nouveaux élus seront associés aux autorités publiques dans l'exécution des politiques de développement locales au titre de la confiance que le peuple aura

placée en eux. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud a installé, dimanche, M. Ahmed Maabed dans ses nouvelles fonctions de wali d'Alger, en remplacement de Youcef Cherfa, nommé ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, suite au dernier remaniement partiel opéré jeudi, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Installation du nouveau wali d'Alger dans ses fonctions

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud a installé, dimanche, M. Ahmed Maabed dans ses nouvelles fonctions de wali d'Alger, en remplacement de Youcef Cherfa, nommé ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, suite au dernier remaniement partiel opéré jeudi, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, M. Beldjoud a mis en avant "l'intérêt qu'accorde l'Etat au parachèvement du processus de développement de la capitale et l'adoption d'une approche moderne basée sur l'innovation, l'efficacité et l'esprit participatif, loin des procédés de routine et classiques qui ne sont pas à la hauteur de ce que porte cette wilaya comme perspectives et défis". Pour le ministre, les Algérois "aspirent à l'amélioration de leur cadre de vie et du niveau des services publiques, notamment celles relatives à l'hygiène de l'environnement, à l'aménagement urbain, aux structures d'éducation et de santé, aux moyens de transport et autres structures de proximité vitales".

Le ministre de l'Intérieur a estimé que la nomination de M. Maabed se veut "une reconnaissance de sa longue carrière au niveau des Collectivités locales", ce qui le met au "défi de promouvoir la wilaya d'Alger à la hauteur des attentes de sa population". M. Beldjoud a rappelé que M. Maabed "jouit d'une expérience de plus de 40 ans" dans la gestion locale, pour avoir occupé "des postes de responsabilités importantes, à la tête des wilayas de Jijel, El Tarf, Mostaganem, Bejaïa et Tipasa". De son côté, le nouveau wali d'Alger a fait part de "son engagement" à œuvrer à assurer toutes les énergies et moyens, en vue de faire face aux défis et aux enjeux qui attendent la capitale. A son tour, M. Cherfa a indiqué que tout au long de sa fonction comme wali d'Alger, il a travaillé en coordination avec différents directeurs et responsables dans l'objectif de faire face à des dossiers importants, dont la crise sanitaire, la pandémie de Covid-19, la crise de l'eau potable, les opérations de logement au profit des citoyens, les changements climatiques et la relance de certains projets structurants.

RESSOURCES EN EAU

Précipitations : 143 millions de mètres cubes d'eau emmagasinés dans les barrages du pays (ministre)

Le volume d'eau emmagasiné dans les barrages du territoire national a atteint 143 millions de mètres cubes à la faveur des pluies qui se sont abattues dernièrement sur plusieurs régions du pays, a indiqué dimanche le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni.

"Un volume de 143 millions de mètres cubes d'eau a été emmagasiné dans les barrages du territoire national au cours de la période comprise entre le 5 et le 10 novembre", a précisé M. Hasni dans une déclaration à la presse, à l'issue de la signature d'une convention-cadre concernant la coopération dans les domaines de la formation, de la recherche et du développement technologique avec le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Le taux de remplissage des barrages à travers le territoire national "a atteint 33%, surtout après les



dernières précipitations", a-t-il ajouté. Il a, par ailleurs, fait savoir que son département ministériel "compte actuellement sur les eaux souterraines en attendant le lancement des stations de dessalement d'eau comme alternative aux barrages".

Cette mesure est "en vigueur notamment dans la capitale où trois (3) stations de dessalement d'eau sont en cours de réalisation dans la partie est", a-t-il ajouté, annonçant la réception de ces stations "l'été prochain".

APS

JUSTICE

Ateliers de formation au profit de quelque 90 magistrats

Quelque 90 magistrats bénéficieront les 15 et 16 novembre courant d'ateliers de formation dans le cadre des sessions de formation programmées par le département de la Justice pour le renforcement des compétences notamment en matière de droit international des réfugiés, a indiqué dimanche un communiqué de ce ministère.

Il s'agit, note la même source, du troisième atelier régional, prévu les 15 et 16 novembre 2021 au profit de 20 magistrats, sur "les droits des réfugiés", à El Oued. Organisé en collaboration avec le bureau de la Haute Commission des Nations Unies pour les réfugiés en Algérie, l'atelier vise à "faire connaître la mission de la Commission et son action en Algérie, le renforcement des capacités en matière de droit international des réfugiés et la conscientisation quant aux droits et obligations des réfugiés et des demandeurs d'asile". Dans le cadre de la coopération avec le centre de recherche juridiques et judiciaire (CRJJ), 69 magistrats de différentes juridictions participeront, mardi au webinaire sur "la protection du consommateur : entre les règles générales et les dispositions spéciales", à travers lequel ils se pencheront sur "la définition des notions des dispositions spéciales à la protection du consommateur, leur champ d'application et les aspects qui les distinguent des règles générales". Deux autres sessions de formation seront organisées au profit des employés des autorités judiciaires sur "la gestion électronique des documents" et "le rôle du secrétaire greffier dans le procès".

CONSTANTINE

La révision des statuts des enseignants chercheurs et des chercheurs permanents soulignée (rencontre)

Les participants au séminaire national sur "la révision des statuts particuliers des enseignants chercheurs et des chercheurs permanents", organisé dimanche à Constantine, ont appelé à "actualiser les statuts de cette catégorie de professionnels de sorte à l'adapter aux exigences socioprofessionnelles".

La révision des statuts des enseignants permettra d'obtenir une meilleure performance, la qualité souhaitée et un rendement idéal de cette catégorie qui représente l'élite de la société", a affirmé Messaoud Amarna, secrétaire général de la Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans son intervention durant la rencontre organisée en coordination avec l'Ecole normale supérieure Assia Djebbar, à l'université Salah Bounider Constantine-3.

L'intervenant a salué ce qui a été affirmé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au sujet de l'engagement de l'Etat de garantir aux enseignants chercheurs et chercheurs permanents la place qui leur revient par la révision de leurs statuts particuliers. Il a également souligné que le statut actuel n'a pas été amendé depuis 2008 et c'est ce à quoi œuvre la Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, dit-il, au travers de l'organisation de conférences régionales sur la révision de ces statuts, à l'instar de celles tenues à Sétif et La-



ghouat.

"La concrétisation de cette revendication assurera les meilleures conditions pour relancer l'établissement universitaire et de recherche et en faire une locomotive de la société, un moteur du développement du pays à l'ère de la technologie et de l'économie du savoir", a ajouté M. Amarna considérant que "les statuts actuels n'intègrent pas les nouvelles visions et les missions renouvelées du secteur du supérieur surtout avec le recul du pouvoir d'achat" lequel nécessite aujourd'hui un salaire à même de garantir une vie dé-

cente. Pour ce même intervenant, le développement de l'établissement de l'enseignement supérieur ne peut être "dissocié de la nécessité de mettre en place les conditions de promotion sociale et professionnelle de l'élite universitaire de sorte à constituer des incitations à davantage d'efforts pour l'accomplissement des missions de formation, de recherche, de développement et d'innovation". De son côté, Dr Mohamed Hadj Aissa Bensalah de l'université de Laghouat a notamment appelé à la révision des points indiciaires contenus dans l'article 2 du décret

présidentiel 07-304 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires. L'intervenant a appelé à la nécessité de calculer le salaire de l'enseignant chercheur en deux volets, l'un fixe et l'autre variable, en fonction des activités et de la production scientifique, avec une grille de notation du produit scientifique.

Le même universitaire a également appelé à généraliser la numérisation qui est une garantie de transparence et de rationalisation des dépenses, à l'instar des programmes de découverte du plagiat.

Il a préconisé, en outre, la mise en place d'une plateforme numérique des manifestations scientifiques et des demandes de transfert des enseignants. Les commissions nationales des syndicats du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique spécialisées ont été installées à la fin de la semaine passée et travaillent d'une manière unifiée et cohérente sous la tutelle de la Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a-t-on noté.

ANNABA ET LA MÉDITERRANÉE

Un événement culturel sur les traces de la culture italienne (association)

La première édition de l'événement culturel "Annaba et la Méditerranée a été lancée par l'association culturelle "Founoune" de la wilaya d'Annaba pour mettre l'accent sur les traces de la culture italienne à Bône, a-t-on appris dimanche de son président et responsable de l'événement Dalil Belkhouider.

Durant une semaine, cet événement met sous les projecteurs les aspects les plus importants du patrimoine culturel italien dans la région d'Annaba, la ville méditerranéenne qui a vu succéder de nombreuses civilisations anciennes, dont les traces demeurent témoins du passé et de l'histoire de Annaba la Coquette, a précisé à l'APS le président de l'association.

Cet événement revisite l'héritage civilisationnel de la région d'Annaba et sa dimension méditerranéenne et valorise ses sites historiques précieux à travers des activités culturelles qui relancent la dynamique culturelle dans la région, a-t-il ajouté. L'événement, organisé en coopération avec la Bibliothèque centrale de lecture publique, l'association "El Madina" pour la préservation du patrimoine d'Annaba et le Club scientifique "Da Vinci" du département des langues de l'université Badji Mokhtar a été lancé, samedi soir, par une visite touristique et d'exploration au site archéologique Hippone. Le programme de cette manifestation se poursuivra avec la projection, dans la Cinémathèque de la ville, de films tournés à la fin de la semaine passée et travaillent d'une manière unifiée et cohérente sous la tutelle de la Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a-t-on noté.

La deuxième édition de la manifestation "Annaba et la Méditerranée" sera consacrée à la culture tunisienne, a-t-on relevé, soulignant que plusieurs autres pays méditerranéens comme l'Egypte, la Turquie, la Grèce, l'Espagne notamment feront l'objet d'une manifestation similaire.

TIZI-OUZOU

Reprise prochaine des travaux de la pénétrante autoroutière

Les travaux de réalisation de la pénétrante autoroutière reliant Tizi-Ouzou à l'autoroute Est-Ouest, à l'arrêt depuis l'avènement de la crise sanitaire de Covid-19, reprendront prochainement, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Une rencontre consacrée à l'étude de l'état des lieux de ce projet s'est tenue samedi sous la présidence du wali en présence de l'ensemble des intervenants, l'entreprise turque OZGUN, l'entreprise nationale des grands ouvrages d'art (ENGOA), le directeur du projet au niveau de l'agence nationale des autoroutes (ADA) ainsi que la direction locale des travaux publics (DTP).

Lors de cette réunion, un exposé des différentes contraintes rencontrées, celles levées et celles encore persistantes, dans la réalisation de ce projet structurant a été présenté par les différents intervenants. "En plus du rapatriement du personnel de l'entreprise turque au début de la pandémie, il y a, notamment, le dossier d'indemnisation des propriétaires terriens qui a été finalisé au cours de cette période d'arrêt des travaux, ce qui permet la reprise des travaux" a souligné Mokrane Aouich, chargé de communication de la wilaya. Des décisions ont été prises séance tenante pour la levée de toutes

les entraves et l'entreprise turque s'est engagé à rappeler son personnel le 26 de ce mois de novembre et d'entamer la finalisation du projet qui sera livré dans un délai de 3 ans" a-t-il ajouté. D'une longueur de 48 km, les travaux de cette pénétrante devant relier la wilaya de Tizi-Ouzou à l'autoroute Est-ouest au niveau de Djebahia (Bouira), ont été lancés en 2014, mais ont connu plusieurs arrêts pour les divers contraintes citées. Sur les 48 km du projet, 38 se trouvent dans la wilaya de Tizi-Ouzou avec près de 25 km de routes secondaires, 7 échangeurs et plusieurs ouvrages d'art, dont 16 viaducs et 2 tunnels.

EL-MENEA

Prévision de récolte de plus de 150000 tonnes de maïs fourrager et 13000 tonnes en grain

Une production de maïs fourrager ensilage estimée à 150.000 tonnes et 13.000 tonnes de maïs en grain, est attendue pour la campagne de maïsiculture automnale, lancée dernièrement dans la wilaya d'El-Menea, a-t-on appris lundi de la direction des services agricoles (DSA). La culture de maïs fourrager et en grain, circonscrite principalement dans les localités de Hassi-Ghanem, El-Menea, Hassi El-Gara et Hassi-Lefhal, riches en ressource hydrique et où une superficie cumulée de 4.900 hectares "sous pivot" lui est consacrée, augure d'un "bon" résultat au vu du comportement de cette plante céréalière, cultivée en assolement après la moisson de blé en début du mois de juillet dernier, a indiqué à l'APS le DSA d'El-Menea, Youcef Mosbah. Pas moins de 2.700 hectares irrigués sous pivots ont été dédiés "exclusivement" au maïs fourrager, pour soutenir l'essor de

la filière lait dans les wilayas d'El-Menea et les wilayas limitrophes, notamment Ghardaïa considérée comme un bassin laitier, sachant que le cheptel laitier des wilayas d'El-Menea et Ghardaïa est estimé à plus de 4.500 bo v. La récolte du maïs ensilage est fauchée, hachée et tassée mécaniquement avant d'être enrubbannée sous forme de grosses bottes rondes avec un film plastique hermétiquement fermées et destinées à l'alimentation du bétail, notamment les vaches en lactation, a-t-il expliqué. Une production de globale de 13.000 tonnes de maïs en grain principal intrant dans la fabrication d'aliments de bétail et de volaille, est également attendue dans la wilaya d'El-Menea pour l'actuelle campagne de maïsiculture. La première expérience pilote de culture de maïs sous-pivots dans le Sud du pays a été effectuée sur une superficie de 100 hectares en 2011 dans la localité de

Hassi-Ghanem, près d'El-Menea, avant d'être étendue dans le cadre de la politique agricole visant à réduire les importations et élargir la gamme de production de céréales. Considéré comme principal intrant dans la fabrication d'aliments de bétail et de volaille, les besoins de l'Algérie en ce produit (maïs) sont dépendants exclusivement du marché international dont les cours ne cessent d'augmenter et se répercutent sur les prix des productions animales (viandes, lait, œufs, indiquer-t-on à la DSA). La filière lait au niveau des wilayas de Ghardaïa et El-Menea fait figure de référence pour l'essor remarquable enregistré ces dernières années su ite à un ensemble de mesures d'incitation préconisées par les pouvoirs publics et touchant tous les maillons de cette filière. Cette dynamique a été favorisée, outre les différents dispositifs et mesures incitatives de soutien, par l'importation de gé-

nisses de races laitières, la modernisation du système d'élevage en équipant les étables en matériels techniques appropriés à la production laitière, l'autonomie alimentaire du bétail par l'encouragement de la production fourragère dans les grands périmètres agricoles, ainsi que la mise en place d'un système de collecte de lait cru. Les mesures incitatives mises en place par l'Etat ont ainsi encouragé de nombreux éleveurs de la région à s'intégrer dans le processus de production de lait et ont également poussé les industriels et autres agriculteurs à investir dans la filière lait et l'aliment de bétail.

Aussi, de nombreux spécialistes préconisent l'utilisation des eaux épurées des stations de lagunage de Ghardaïa, El-Menea, Berriane et Guerrara pour l'irrigation de la culture de maïs destinée uniquement à l'alimentation du bétail et de volaille.

ILLIZI

Plus de 210 têtes de bétail acheminées du Niger dans le cadre du troc

Au moins de 211 têtes de bétail (143 ovins et 68 bovins) ont été ramenées à Illizi du Niger par un opérateur économique dans le cadre du commerce de troc transfrontalier, a-t-on appris lundi de la direction locale du Commerce et de la promotion des exportations. L'action a été opérée contre une exportation de dattes sèches via le poste frontalier terrestre d'In-Guezzam, par un opérateur local autorisé à exercer ce type d'activités commerciales en vue d'approvisionner le marché local en viandes rouges, a-t-on précisé.

Le cheptel importé a été soumis aux procédures douanières d'usage et à un contrôle vétérinaire en vue de s'assurer de sa qualité, conformément à la réglementation régissant ce type d'échanges commerciaux, a-t-on ajouté. La direction du Commerce et de la Promotion des exportations de la wilaya d'Illizi avait autorisé l'importation de cheptel vivant pour les opérateurs éligibles à l'exercice du commerce de troc transfrontalier avec le Niger et le Mali, après l'avoir une première fois interdite par arrêté de wilaya, et ce à titre préventif, pour éviter la propagation de zoonoses, a expliqué la source. Onze (11) opérateurs économiques exercent l'activité de troc transfrontalier qui permet l'exportation d'une liste de 14 produits algériens, à l'instar des dattes, sel brut et de table, couvertures, et articles d'artisanat, contre une liste de 36 produits autorisés à l'importation, à l'exemple du henné, thé vert, épices, miel, aliments de bétail, tissus et vêtement turguis. Le commerce de troc transfrontalier avec le Niger et le Mali concerne quatre wilayas de l'extrême Sud du pays, à savoir Illizi, Tamanrasset, Adrar et Tindouf, conformément à un arrêté interministériel (Commerce et finances) publié au journal officiel N-44.

PÊCHE

Accord-cadre pour l'octroi de contrats d'exploitation à trois opérateurs des ports de Boumerdes et de Tlemcen

Un accord-cadre a été signé dimanche à Boumerdes entre la Société de gestion des ports et trois opérateurs privés de Boumerdes et de Tlemcen leur permettant de bénéficier de contrats d'exploitation d'assiettes foncières à l'intérieur des ports et ce, en présence des ministres de la Pêche et des Productions halieutiques, de l'Industrie, et des Transports, respectivement Hicham Sofiane Salawatchi, Ahmed Zeghdar et Aïssa Bekkaï.

Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de signature de l'accord-cadre, le ministre de la Pêche a indiqué que cet accord, "le premier du genre" depuis que le Président de la République a donné des instructions au gouvernement pour promouvoir et développer le secteur de la construction et de la réparation navales, "accorde officiellement un contrat d'exploitation d'une superficie de 2.400 mètres carrés à la société "CORENAV" de construction et de réparation navale, et au port de Zemmouri (Est de Boumerdes), afin de lui permettre d'élargir ses activités d'investissement actuelles abritées par une superficie de 4.280 M²", a-t-il souligné.

La société "Technonaval", qui active au port de "Sidi Youchaa" de Tlemcen, a bénéficié, pour sa part, en vertu du même accord, d'une superficie supplémentaire de 5000 M² pour étendre ses activités actuelles abritées par une superficie de 1000 M², à l'intérieur du port de "Henin" dans la même wilaya.

Une autre assiette de 3.376 M² a été accordée au profit de la société "Al-Rabie" pour élargir ses activités dans le port de "Sidi Youchaa" dans la wilaya de Tlemcen, selon les explications fournies par le ministre.

"Cet accord est le fruit du travail de la commission multisectorielle, dont le Président de la République a recommandé la constitution pour recenser et étudier les dossiers et les demandes des opérateurs économiques, porteurs de projets et autres investisseurs soucieux d'élargir leurs activités et investissements existants, ou ceux prévus au niveau de tous les ports", a, encore, affirmé Hicham Sofiane Salawatchi.

Après avoir souligné que la commission concernée s'attelle actuellement à l'examen d'un certain nombre de dossiers (dont le nombre n'a pas été mentionné) relatifs à des demandes pour bénéficier d'un foncier au niveau des ports du pays, le ministre a affirmé que l'activité de construction et de réparation navales est "un réel acquis pour l'économie nationale", expliquant ainsi l'engagement du secteur, sur instruction du Président de la République, pour "accompagner, promouvoir et développer ce créneau industriel".

Selon le ministre, le développement de cette activité s'inscrit dans le cadre de la stratégie visant à "relever les capacités de production du poisson et, partant, consacrer la stabilité des prix, de manière à renforcer le développement de la pêche en général", a-t-il observé.

Cette nouvelle politique vise, aussi, à "trouver des solutions appropriées à l'une des préoccupations majeures des opérateurs du domaine, à savoir la disponibilité du foncier, ainsi que le transfert de l'expertise et du savoir faire dans le domaine de la construction et de la réparation navale, et l'encouragement de la mise en place de partenariats de coopération entre les opérateurs économiques algériens et étrangers", a ajouté la même source.

AGROALIMENTAIRE

La relance de l'Agroalimentaire nécessite une "parfaite coordination" intersectorielle (CGEA)

La présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Saïda Neghza, a souligné l'importance d'un "réel dialogue social économique" et une "parfaite coordination" intersectorielle pour la relance de la filière agroalimentaire, a indiqué dimanche la Confédération dans un communiqué.

S'exprimant lors d'un colloque, organisé samedi à Tizi-Ouzou sur le thème "la filière agroalimentaire: entre diagnostic et mécanismes de relance", Mme Neghza, citée par le communiqué, a estimé que "le salut de la filière agroalimentaire se situe sur un réel dialogue social économique et sur une écoute attentive et une coordination parfaite entre les différents départements ministériels". Elle a cité, notamment, les secteurs de l'agriculture, les finances, les transports, l'énergie et le commerce, jugeant "mal-

heureux" que "l'Algérie se retrouve encore à importer des denrées de base et en connaît des pénuries cycliques". Les interventions des experts participant à la rencontre, ont porté, selon le communiqué, sur "les atouts de la région, son savoir-faire et ses performances", ainsi que sur la filière lait, à propos de laquelle, il a été relevé "le problème de la production fourragère". Le débat a vu aussi l'intervention du directeur régional de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) qui a évoqué le rôle leader de cette banque publique et son partenariat avec le ministère de l'Agriculture, ainsi que celle du responsable de la Chambre d'agriculture, du responsable de la filière céréalières, et autres agriculteurs, qui ont relevé "le problème de l'hypothèque et la nécessité d'être attentif sur la qualité et le pedigree du cheptel importé".

INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

Vers l'amélioration des ports et la révision des moyens de leur gestion et organisation (Bekkaï)

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï a affirmé dimanche à Boumerdes qu'un travail était à pied d'œuvre, dans le cadre du programme du Gouvernement pour la relance économique, aux fins de développer et promouvoir l'ensemble des ports sur le territoire national et de réviser les modes et moyens de gestion et d'organisation.

Un travail est à pied d'œuvre au niveau du département des Transports en vue de "développer, promouvoir et réviser les modes de gestion et d'organisation des ports algériens", a déclaré M.

Bekkaï à la presse en marge de la cérémonie de signature d'une convention cadre entre l'Entreprise de gestion des ports et abris de pêche (EGPP) et trois opérateurs privés, en présence des ministres de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salawatchi, et de l'Industrie, Ahmed Zeghdar.

Il a précisé que son département contribue à la concrétisation de cette convention en vertu de laquelle ont été octroyés des contrats d'exploitation de superficies à l'intérieur des ports, à travers "l'obtention facile du foncier au sein des ports par les investisseurs, en leur mettant à leur disposition à des prix réduits et raisonnables". Le domaine de la construction et de la réparation navales étant vital, le ministère des Transports s'attèle, en application des orientations du président de la République, à encourager l'investissement dans ce domaine à travers "la révision des délais de concessions du foncier et des prix d'exploita-



tion à l'intérieur des ports", a expliqué le ministre. Le relance de l'activité industrielle navale au niveau des nouveaux fonciers au sein des structures portuaires, commerciales ou celles destinées à la détente ou à la pêche, demeure "importante pour l'économie nationale et est à même de réduire la facture d'importation et contrecarrer la flambée des prix de plusieurs produits halieutiques".

A ce titre, le premier responsable du secteur a souligné que ses services "ouvrent à fournir le foncier approprié au sein de ces espaces et à le mettre à la disposition des investisseurs qui souhaitent élargir leurs activités ou des porteurs de projets de développement dans ce domaine".

La délégation ministérielle qui a supervisé la cérémonie de signature de la convention en présence de tous les acteurs et des bénéficiaires au siège de la wilaya, a effectué une visite d'inspection au niveau de l'atelier de l'entreprise privée "CORENAV", spécialisée dans la fabrication, la construction et la réparation navales, au port de Zemmouri (Est de la wilaya), où elle s'est enquis du foncier accordé et du projet de fabrication de deux thoniers de 35 mètres, premier du genre au niveau national.

La délégation s'est également rendue à la zone d'activités destinée exclusivement aux investissements en matière de pêche et d'aquaculture, à proximité du port

de Zemmouri, et qui a été mise en service il y a un (1) an et demi après avoir été dotées de tous les moyens nécessaires à l'investissement. En vertu dudit accord, premier du genre depuis que le président de la République ait donné des instructions au Gouvernement pour accorder un intérêt à la promotion et au développement du secteur de fabrication et de réparation des navires, des actes pour l'exploitation d'une superficie de 2400 m² ont été accordés à l'entreprise "CORENAV" dans l'enceinte du port de Zemmouri, afin de lui permettre d'élargir ses activités d'investissement qui sont actuellement réalisées sur une superficie de 4.280 m², avait précisé le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques.

De son côté, l'entreprise "TECHNOVAL" qui exerce au niveau du port de Sidi Youchaa (Tlemcen), a bénéficié de 5.000 m² supplémentaires pour le développement de ses activités réalisées sur une superficie de 1.000 m², à l'intérieur du port de Hanin (même wilaya), alors qu'une superficie de 3.376 m² a été accordée à l'entreprise "Al-Rabie" pour lui permettre d'élargir ses activités dans le port de Sidi Youchaa.

PROGRAMME DES 1.000 MW SOLAIRES

Encourager le contenu local et les financements innovants préconisés (Cluster Energie)

Les membres du Cluster Energy Solar (CES) ont formulé plusieurs propositions autour du programme des 1.000 MWc initié par les pouvoirs publics, notamment l'encouragement du contenu local à travers des bonifications, la révision de la réglementation, ainsi que le recours à des financements innovants.

Le cahier des charges de l'appel d'offres sur la réalisation des 1.000 MW en solaire doit intégrer la notion du contenu local, ainsi que l'attribution de bonifications distinctes entre les produits et les services", ont expliqué les auteurs dans un document qui devrait être soumis aux pouvoirs publics.

Ils ont également souligné que cer-

tains produits locaux ou services sont "très compétitifs" par rapport à la concurrence internationale, ce qui nécessite de cibler, par la bonification, d'autres produits locaux ou services "afin de soutenir leurs émergences et les rendre compétitifs". Un des moyens à mettre en place pour que ce programme réussisse est de faire bénéficier les investisseurs nationaux, ainsi que les produits et services produits en Algérie de la Marge de Préférence de 25%, souligne le document.

Les membres du cluster ont fait savoir que "le taux d'intégration du MW installé est de 94% et dépasse les objectifs annoncés par les pouvoirs publics", précisant que ce taux "n'est pas le même pour chaque composante d'une centrale photovoltaïque". Ils se disent en mesure de combler toute la demande en l'espace quelques mois en fonction du produit ou du service. Et afin de mieux encadrer le contenu local, les membres du CES ont proposé d'instaurer un modèle imposant un taux d'intégration minimum éligible à une bonification suivant un barème à arrêter par équipement ou service.

Sur le plan réglementaire, ils appellent à ce que l'article 5 de la réglementation relative aux appels à investisseurs, qui stipule qu'il peut être exigé du soumissionnaire de joindre un investissement industriel, ne soit pas une obligation.

Toujours en matière de législation, le CES a considéré que le décret exécutif n° 21-158 "peut favoriser" l'émergence d'investisseurs associant des entités nationales et des entités internationales, permettant, ainsi, l'accélération de l'acquisition du savoir-faire nécessaire à la construction d'un nouveau secteur des EnR "performant".

Le cluster a préconisé, également, de

favoriser le partenariat public privé dans des projets "concrets" dans le secteur énergétique, service et produits industriels.

Ouverture du leasing national et international pour l'acquisition des équipements

En matière de financement, les propositions du CES plaident pour l'exploration des financements innovants, à l'instar d'accepter qu'une partie de l'investissement puisse être échangée contre des crédits carbonés.

Les membres du cluster encouragent, en outre, l'ouverture du leasing national et international pour l'acquisition des équipements pour la production d'énergie verte, en plus d'orienter les fonds disponibles dans l'informel vers les énergies vertes. Autres options envisagées: la mise en place des bons verts, l'orientation des dividendes qui ne peuvent pas sortir d'Algérie vers ce type d'investissements, ou encore intéresser les investisseurs de la diaspora à venir investir en Algérie.

Le cluster a appelé, aussi, à adopter un modèle de financement de type "Project finance" étalé sur 15 ans avec un taux d'intérêt bonifié.

Il est, de plus, nécessaire d'établir des contrats de longues durées pour obtenir des tarifs compétitifs par rapport à ceux en cours pour le conventionnel, ont estimé les membres du CES.

Comme ils ont proposé d'intégrer les crédits carbonés et d'assurer la sécurité des investissements et faire assumer par les pouvoirs publics les risques inhérents à l'inflation, à l'acheteur, tout en mettant sur un même pied d'égalité l'investisseur national et international.

CHINE

Hausse de la production de charbon brut en octobre

La production de charbon brut de la Chine a augmenté de 4% en glissement annuel à 360 millions de tonnes le mois dernier, selon les données publiées lundi par le Bureau d'Etat des statistiques (BES).

La production d'octobre représente une croissance de 5,5% par rapport à la même



période en 2019, a indiqué le BES. Le pays a importé 26,94 millions de tonnes de charbon en octobre, soit une augmentation de 96,2% en base annuelle.

Sur la période janvier-octobre, la Chine a produit 3,3 milliards de tonnes de charbon brut, soit une hausse de 4% en glissement annuel et une augmentation de 4,4% par rapport à la même période en 2019. Au cours des dix derniers mois, la Chine a importé 257,34 millions de tonnes de charbon, en hausse de 1,9% en glissement annuel.

L'investissement immobilier en hausse de 7,2% sur les dix premiers mois

L'investissement immobilier a augmenté de 7,2% sur un an en Chine au cours des dix premiers mois de l'année, a annoncé lundi le Bureau d'Etat des statistiques.

Le total de l'investissement immobilier durant cette période s'est établi à 12,490 milliards de yuans (environ 1,950 milliards de dollars), selon le BES.

Par rapport au niveau de 2019, l'investissement immobilier a augmenté de

14%, portant la croissance moyenne sur deux ans à 6,8%, d'après les données du BES.

Les investissements dans les bâtiments résidentiels se sont accrus de 9,3% sur un an pour atteindre 9,430 milliards de yuans pendant les dix premiers mois. Durant la même période, les ventes de logements commerciaux ont grimpé de 7,3% en glissement annuel en termes de surface de plancher à plus de 1,4 milliard

de mètres carrés, portant la croissance moyenne sur deux ans à 3,6%.

En termes de valeur, les ventes de logements commerciaux ont bondi de 11,8%. Dans le rapport d'activité du gouvernement de cette année, la Chine a réitéré le principe selon lequel "le logement est fait pour y vivre, pas pour la spéculation", s'engageant à maintenir la stabilité des prix des terrains et des logements, ainsi que des attentes du marché.

Rebond inattendu des ventes de détail en octobre

Les ventes de détail en Chine ont connu en octobre un rebond inattendu, selon des chiffres officiels publiés lundi, au moment où le pays fait face à une flambée épidémique limitée qui pèse sur la consommation.

Principal indicateur des dépenses des ménages, les ventes de détail ont augmenté le mois dernier de 4,9% sur un an, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS).

Il s'agit d'un rythme supérieur au mois de septembre (4,4%). Les analystes s'atten-

daient à un ralentissement (3,8%) en plein rebond épidémique. Une vingtaine de régions de Chine, soit les deux tiers, font face ces dernières semaines à des flambées sporadiques. Cette situation pousse le pouvoir à assigner des millions d'habitants à domicile, à intensifier les dépistages et à restreindre les déplacements entre les provinces. Le nombre de cas de Covid demeure cependant largement inférieur à ceux enregistrés dans la plupart des pays. Lundi, les autorités ont

fait état de 52 personnes testées positives. La Chine, où le coronavirus a fait son apparition fin 2019, a très largement maîtrisé l'épidémie dès le printemps 2020 avec l'adoption de mesures draquiques, dont la fermeture des frontières. La vie est quasi normale dans le pays mais le pouvoir redouble de vigilance à l'approche des JO d'hiver de Pékin, qui débuteront le 4 février. De son côté, la production industrielle s'est affichée en octobre en hausse de 3,5% sur un an, contre 3,1% un mois plus tôt. Il s'agit là

aussi d'un rebond surprise: les analystes tablaient sur un ralentissement (3%). Quant à l'investissement en capital fixe, sa croissance a ralenti sur les neuf premiers mois de l'année à 6,1% contre 7,3% à fin septembre, selon le BNS.

Le taux de chômage, particulièrement surveillé par le pouvoir et calculé pour les seuls urbains, s'est établi à 4,9%, soit un niveau inchangé par rapport à septembre.

Il avait atteint un record absolu de 6,2% en février 2020, au plus fort de l'épidémie.

ETATS UNIS

Biden se dote d'un conseiller chargé de concrétiser son vaste plan

Le président des Etats-Unis, Joe Biden a chargé l'ancien maire de La Nouvelle-Orléans Mitch Landrieu de superviser la mise en oeuvre de son grand programme de construction d'infrastructures, qui prévoit 1.200 milliards de dollars d'investissements. A ce poste de haut conseiller, M. Landrieu "superviserà les investissements les plus importants dans les infrastructures américaines à être réalisés depuis des générations", a expliqué la Maison Blanche dans un communiqué.

Ce plan, dont la loi a été adoptée récemment par le Congrès après plu-

sieurs mois de tergiversations, vise à créer des millions d'emplois, à remettre à niveau un réseau routier mal en point, notamment des ponts, ainsi que des voies navigables et des ports ou encore à renforcer des circuits d'approvisionnement.

M. Biden doit promulguer cette loi lundi. Mitch Landrieu, 61 ans, a l'habitude de gérer des crises. Il a pris en 2010 les commandes de la mairie de La Nouvelle-Orléans, qui tardait à se remettre du passage de l'ouragan meurtrier et dévastateur Katrina en 2005.

Il a également été vice-gouverneur de

la Louisiane. Le présid ent américain a insisté sur le fait qu'il faudrait plusieurs semaines voire plusieurs mois pour que les Américains commencent à constater les effets de cette nouvelle loi qui a également pour objectif d'améliorer l'accès à l'internet à haut débit dans le pays, de multiplier les bornes de recharge pour véhicules électriques et de remettre à niveau des canalisations d'eau potable.

Entre autres. Il compte sur ce vaste programme pour peser politiquement lors des élections de mi-mandat prévues en novembre 2022.

Des groupes d'entreprises américaines réclament la réduction des droits de douane sur les produits chinois

Environ une vingtaine d'associations d'entreprises américaines ont exhorté l'administration Biden à réduire les droits de douane sur les produits chinois afin de soulager les Américains dans un contexte de pressions inflationnistes croissantes.

"Les tarifs douaniers mis en place au cours des dernières années continuent de causer un préjudice économique disproportionné aux

entreprises, aux agriculteurs, aux travailleurs et aux familles des Etats-Unis", ont déclaré vendredi ces associations d'entreprises, dirigées par le Conseil des affaires américano-chinoises, dans une lettre adressée à la représentante américaine au Commerce, Katherine Tai, et à la secrétaire au Trésor, Janet Yellen. Les importateurs américains ont payé plus de 110 milliards de dol-

lars de droits de douane dits "section 301" sur les produits chinois, dont environ 40 milliards sous l'administration Biden, selon la lettre, qui exhorte la présidence des Etats-Unis à œuvrer en faveur de la suppression des tarifs douaniers sur ces produits.

"Nous demandons également une action immédiate pour élargir de manière significative le processus d'exclusion des droits de

douane afin d'apporter un soulagement supplémentaire aux Américains", a-t-elle ajouté.

Les 24 autres associations d'entreprises qui ont signé la lettre comprennent la Chambre de commerce des Etats-Unis, la Business Roundtable, la National Retail Federation, l'American Farm Bureau Federation et la Semiconductor Industry Association.

JAPON

Covid-19 et pénuries ont fait rechuter le PIB au troisième trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) du Japon a rechuté plus fortement que prévu au troisième trimestre sous l'effet de la pandémie et des pénuries mondiales, selon des chiffres préliminaires publiés lundi, mais le pire sera franchi désormais selon les économistes.

Le PIB de juillet à fin septembre s'est contracté de 0,8% par rapport au deuxième trimestre, selon le gouvernement nippon, un chiffre bien plus mauvais que la prévision du consensus de l'agence Bloomberg (-0,2%).

La reprise économique au Japon a ainsi continué de bégayer, après déjà un repli de 1,1% au premier trimestre suivi d'un timide rebond de la croissance au deuxième trimestre (+0,4% selon un chiffre révisé lundi, contre +0,5% auparavant).

La nouvelle contraction sur le trimestre écoulé s'explique principalement par la faiblesse de la consommation des ménages (-1,2%) alors que le Japon a subi cet été sa pire vague de Covid-19, et par une chute des investissements non résidentiels des entreprises privées (-3,8%).

Le dispositif d'état d'urgence du gouvernement, durant lequel la population était invitée à limiter ses déplacements au maximum et les bars et restaurants à fermer en début de soirée et à ne pas servir d'alcool, a été en vigueur jusqu'à fin septembre, ce qui a plombé la consommation.

L'industrie japonaise a aussi souffert sur la période des pénuries mondiales de semi-conducteurs et d'autres composants: les exportations nippones ont d'ailleurs reculé de 2,1%, une première depuis plus d'un an. Ce repli des exportations a cependant été plus que compensé par un recul encore plus important des importations (-2,7%).

Les économistes étaient cependant unanimement optimistes quant à un rebond de la croissance japonaise dès le quatrième trimestre.

"Avec la plupart des restrictions locales (face au Covid-19, NDLR) désormais levées, nous nous attendons à ce que le PIB revienne à ses niveaux d'avant-pandémie ce trimestre", estimait Tom Learmouth dans une note de Capital Economics.

Le nombre de nouvelles infections au Japon s'est effondré en septembre et demeure depuis à des niveaux extrêmement bas: moins de 200 nouveaux cas quotidiens dans tout l'archipel selon la dernière moyenne hebdomadaire.

La campagne nationale de vaccination s'est nettement accélérée à partir du printemps 2021.

Quelque 75% de la population du pays a désormais reçu deux doses, l'un des taux les plus élevés parmi les pays développés.

"Par conséquent, toute future recrudescence de ces infections ne devrait pas empêcher une reprise de la consommation dans les mois à venir" au Japon, selon M. Learmouth.

Il y a un "fort potentiel de croissance en octobre-décembre", renchérisait Yoshiki Shinke, chef économiste de l'assureur nippon Dai-ichi Life dans une note.

Au-delà de l'amélioration de la situation sanitaire au Japon, les difficultés d'approvisionnement en pièces détachées en provenance d'Asie du Sud-Est, qui ont conduit à une réduction significative de la production automobile japonaise ces derniers mois, sont en voie d'être résolues, voulait croire M. Shinke. Le nouveau Premier ministre japonais Fumio Kishida a par ailleurs fait de la reprise économique l'une de ses grandes priorités.

Il compte faire adopter au Parlement un budget additionnel d'ici la fin de cette année pour financer un nouveau plan de relance, qui selon le quotidien économique Nikkei devrait désormais dépasser 40.000 milliards de yens (plus de 300 milliards d'euros).

Même si ce total devrait inclure des ressources déjà prévues auparavant et des aides également indirectes comme des prêts, ce plan "pourrait soutenir la croissance" japonaise en 2022, admettait l'économiste d'ING Robert Carnell dans une note.

L'une des mesures-phare va consister en une allocation individuelle de 100.000 yens (765 euros) pour tous les jeunes du pays âgés de 18 ans et moins, à l'exception de ceux issus de familles à hauts revenus. L'efficacité de cette distribution d'argent pour doper la consommation des ménages est toutefois incertaine: en 2020, une mesure similaire n'avait pas empêché la consommation de plonger, les Japonais ayant préféré épargner à la place. Le gouvernement prévoit aussi de ressusciter début 2022 un programme subventionnant le tourisme intérieur au Japon, suspendu depuis fin 2020 à cause de la recrudescence de la pandémie à l'époque.

ORAN

Remise des clés de locaux à des artisanes

Des clés de locaux et d'ateliers ont été remises dimanche à des femmes exerçant dans le domaine de l'artisanat traditionnel lors d'une cérémonie organisée à la maison de l'artisanat d'Oran à l'occasion de la Journée nationale de l'artisanat célébrée le 9 novembre de chaque année. Ont bénéficié de cette opération des femmes artisanes exerçant dans les domaines du cuir, de la joaillerie, de l'habit traditionnel pour hommes, de la fabrication du savon traditionnel, de la poterie, de la peinture, entre autres activités du terroir, a indiqué le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers en marge de cette manifestation qui a vu la présence des autorités locales et la participation de nombreux artisans et opérateurs versés dans le tourisme.

Cette opération vise à encourager les artisans à développer leurs métiers, à préserver leurs activités contre la menace de disparition, de satisfaire les besoins de la population et de la création de postes d'emploi, a souligné le Tahraoui Khalid, indiquant que la maison et le centre d'artisanat disposent de 26 locaux dans divers domaines de l'artisanat, attribués aux artisans à l'exception d'un seul atelier qui sera affecté prochainement à son bénéficiaire.

Pour sa part, le président de la chambre d'artisanat et des métiers d'Oran, M. Djoudi, a mis l'accent sur l'importance de réserver cet espace pour les artisans qualifiés dans divers domaines de l'artisanat, à savoir la réalisation des produits de services pour impulser le développement local et développer le secteur, également créateur d'emplois. Le même responsable a appelé les jeunes artisans à adhérer à la chambre de l'artisanat et des métiers pour pouvoir bénéficier d'une formation et de qualification, ainsi que des facilitations accordées par l'Etat pour développer les différents produits d'artisanat afin d'éviter qu'ils disparaissent.

Cet événement, organisé par la direction du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, en partenariat avec la chambre de l'artisanat et des métiers, a été marqué par l'exposition de produits d'artisanat traditionnel avec la participation de 30 artisans, de même qu'un deuxième stand dédié à l'habit traditionnel et un troisième stand portant sur les divers dispositifs de soutien à l'emploi des jeunes et aux artisans.

Sept artisans dont quatre lauréats et des membres d'une caravane de sensibilisation des zones d'ombre sur l'adhésion de la femme rurale dans les métiers de l'artisanat ont été honorés, de même que quatre associations locales ayant accompagné la femme rurale et quatre établissements hôteliers ont été récompensés lors des ces festivités organisées sous le slogan "l'artisanat entre authenticité et création".

TISSEMSILT

Appel à intensifier les initiatives afin d'encourager le tourisme de montagne (rencontre)

Les participants à la 6ème édition de la manifestation nationale universitaire de randonnée pédestre qui a pris fin dimanche au parc national des cèdres de Theniet El Had (Tissemsilt) ont appelé à intensifier les initiatives visant à encourager le tourisme de montagne. L'étudiant Mohammed, de Djelfa, a estimé que "notre pays recèle de zones montagneuses qui nécessitent promotion et valorisation à travers l'organisation de manifestations qui draineront les visiteurs vers ces régions". Son collègue de Chef, Abderrahmane, a mis l'accent, quant à lui, sur l'importance des activités et des manifestations aidant à la promotion du tourisme de montagne, à l'instar de l'organisation de campings, de marches, de randonnées et autres disciplines sportives et de loisirs. Il a appelé à l'intensification de telles initiatives pour encourager et valoriser le tourisme de montagne. Abdellah, étudiant d'Oran, a suggéré l'organisation chaque week-end de sorties et d'initiatives diverses pour promouvoir et encourager ce genre de tourisme, notamment au niveau des parcs "El Medad" à Tissemsilt ou de Chréa à Blida, avec la nécessité d'impliquer des associations sportives, juvéniles et touristiques. Pour sa part, Kawthar, étudiante de l'Université de Blida, a appelé à la création de clubs de sports de montagne au sein des universités du pays pour contribuer à la promotion du tourisme de montagne et faire connaître les richesses de ces sites.

La clôture de cette édition a été marquée par la tenue d'une cérémonie en l'honneur des participants, sous les airs de la musique andalouse, interprétée par la troupe "El-Wisal" de Theniet El Had. Cette manifestation de deux jours est co-organisée par l'Université Ahmed Benyahia El Wancharissi de Tissemsilt et la direction des œuvres universitaires, en collaboration avec diverses instances, associations sportives, touristiques et environnementales. Elle a vu la participation de 154 étudiants et étudiantes venus de 34 établissements universitaires du pays.

PRÉCIPITATIONS

Les barrages des wilayas de Mostaganem et Relizane renforcés par 84 millions de m³ d'eau

Les capacités de stockage des barrages des wilayas de Mostaganem et Relizane ont été renforcées par quelque 84 millions m³ d'eau, suites aux dernières précipitations, a-t-on appris, dimanche auprès des directions locales des ressources en eau.

Ainsi, les trois barrages de la wilaya de Mostaganem, ceux du Chelliff, Kerada et Kramis, ont enregistré un apport de 54 millions m³ d'eau, a indiqué le directeur des ressources en eau, Bouziane Abdelkader, qui a ajouté que les précipitations de ces dernières semaines ont dépassé les 183 mm, ce qui a porté le volume du barrage d'Oued Chelliff à 45 millions de m³, "soit 90 pc des capacités de cet ouvrage", a-t-il dit.

Le même responsable a rappelé que ce barrage, considéré comme le fournisseur principal du système de transfert de l'eau par le couloir Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), a atteint sa capacité globale en 48 heures ce qui a nécessité une opération pour l'échange des quantités supplémentaires, parallèlement au transfert d'eau vers Kerada, un barrage réservoir, dont la capacité est estimée à 65 millions m³ et qui emmagasine actuellement 6 millions de m³.

Pour sa part, le barrage d'Oued Kramis, d'une capacité totale de 27 millions de m³, a été renforcé par un apport de plus de 78 millions



de m³. Son niveau a complètement baissé, l'année dernière, ce qui a poussé les responsables du secteur à renoncer à ses réserves pour alimenter les populations des communes de la région Est de Mostaganem et trois communes de la wilaya de Relizane, a ajouté la même source.

Concernant le réapprovisionnement de cette infrastructure, M. Bouziane a souligné que le site de Kramis deviendra un barrage de réserve destiné à sécuriser la population de cette zone, notamment durant la période estivale. La wilaya de

Mostaganem s'appuie actuellement pour l'alimentation en eau potable sur la station de dessalement de Sonaghter, dans la commune du chef-lieu de wilaya, qui produit 200.000 m³/jour et sur le couloir MAO, dont les capacités ont diminué en raison du déficit pluviométrique, ainsi que sur plusieurs puits, équipés et mis en service dernièrement.

Ces apports supplémentaires enregistrés par les barrages permettront un retour progressif à la situation normale pour la distribution d'eau potable dans la wilaya de Mostaganem et les wilayas

avoisinentes, a-t-on fait savoir. Dans la wilaya de Relizane, les barrages Sidi M'hamed Benaouda et Gargar ont reçu, au cours de la semaine écoulée, près de 30 millions m³ d'eau, selon la direction locale chargée du secteur. Le barrage Sidi M'hamed Benaouda, situé dans la commune éponyme, a reçu un apport de plus de 24 millions m³.

Le barrage de Gargar, situé dans la commune de Oued Rihou, a été renforcé par un volume de près de 5 millions de m³. Ces importantes quantités d'eau soutiendront la campagne d'irrigation des zones agricoles au niveau des périmètres irrigués Mina et du Bas Chelliff, selon la même source, qui a indiqué que la pluviométrie moyenne a atteint localement environ 60 mm au cours de cette dernière précipité.

Avec ces quantités d'eau supplémentaires, les volumes totaux de stockage de ces deux barrages est actuellement estimé à 78 millions de m³, dont plus de 51 millions de m³ dans le barrage Gargar et plus de 27 millions de m³ au niveau de l'ouvrage de Sidi M'hamed Benaouda.

ORAN

Une formation sur la culture du "champignon pleurote"

L'association de la promotion de la femme rurale "Main dans la main" vient de lancer une formation sur la culture du "champignon pleurote", a-t-on appris des promoteurs de cette initiative.

Cette session de formation intensive, au profit d'une vingtaine d'agriculteurs, jeunes et de spécialistes en biologie des wilayas d'Oran, Mostaganem, El Bayadh et Blida, a pour cadre la pépinière "Minbar El Hadaek" à l'ouest d'Oran, a indiqué à l'APS Allou Rahou, présidente de l'association "Main dans la main", soulignant qu'elle fait suite à la convention signée entre l'association et l'Institut de technologie agricole d'Alger. La formation sera

sanctionnée de diplômes permettant d'investir dans cette filière agricole, une activité nouvellement introduite en Algérie, a déclaré Mme Rahou.

Le programme de la session qu'encadre la présidente de l'association comporte des cours théoriques et pratiques en mettant tous les outils et moyens nécessaires à la disposition des participants en quête de connaissance et d'expérience dans la culture du champignon pleurote, une pratique agricole moderne qui ne nécessite pas de terreau, selon la même source.

Le but de cette initiative est de répandre la culture naissante du champignon pleurote, connu mondialement sous l'appellation de "la viande végé-

table", tant elle représente un intérêt économique indéniable, nonobstant d'autres avantages sociaux procurant des revenus notamment la femme rurale, a indiqué Allou Rahou, faisant remarquer que ce type de culture ne nécessite pas un grand investissement et offre un aliment nutritif à longueur d'année avec quatre récoltes en une seule fois.

La culture du champignon pleurote est facile, car ne nécessitant pas une grande parcelle de terres agricoles et repose pour sa croissance sur une technique qui consiste à les mettre le substrat dans des sacs en plastiques suspendus avec l'utilisation du marc de café ou encore du mycélium.

EL TARF

Session de formation au profit des plongeurs de la Protection civile de 11 wilayas

Une session de formation dans le domaine de la plongée a été lancée dimanche au profit de 54 plongeurs de la Protection civile issus de 11 wilayas du pays.

Cette formation, supervisée par des responsables centraux de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de formation et de perfectionnement de l'année 2021, a indiqué la cellule de communication de ce corps constitué d'El Tarf, précisant que cette session se poursuivra jusqu'au 13 décembre prochain.

Selon la même cellule, les

plongeurs participant à cette session de formation proviennent des directions de la Protection civile des wilayas d'Illizi, El Oued, Tébessa, Khenchela, Batna, Skikda, Mila, Annaba, Souk Ahras et Constantine, en plus de celle d'El Tarf.

Lors du coup d'envoi de cette session de formation, le sous-directeur de l'information et des statistiques au sein de la DGPC, le colonel Farouk Achour, a précisé que la plongée comprend plusieurs spécialités et techniques nouvelles, soulignant l'importance de la formation continue dans ce domaine

pour être au diapason des

exigences de l'époque et des évolutions en la matière, compte tenu de l'augmentation du nombre des interventions enregistrées et ce, même en dehors de l'été.

De son côté, le commandant Karim Haddi, chargé des missions spéciales au sein de la Direction générale de la Protection civile, a souligné que la réalisation d'interventions dans tous les milieux et régions nécessitent la formation des plongeurs dans toutes les wilayas du pays.

Il a fait savoir, dans ce même contexte, que le secteur compte actuellement des plongeurs dans 48

wilayas du pays, faisant état de préparatifs en cours pour la formation de plongeurs dans les 10 nouvelles wilayas.

Pour leur part, les plongeurs participant à cette formation ont salué l'initiative de la Direction générale du secteur qui leur permet d'actualiser leurs connaissances et de se familiariser avec les technologies modernes et les nouvelles méthodes utilisées dans le domaine, en vue d'effectuer des interventions efficaces, tout en préservant leur sécurité et en surmontant les différentes difficultés pouvant être rencontrées sur le terrain.

ETATS UNIS

Mouvement de foule lors d'un concert à Houston: le bilan passe à 10 morts

Un petit garçon de neuf ans pris dans le mouvement de foule mortel du festival Astroworld du 5 novembre au Texas a succombé à ses blessures, devenant la dixième victime de la tragédie, a annoncé un avocat des victimes dimanche.

"Cela n'aurait pas dû être l'issue d'une sortie au concert avec leur fils, supposé être un moment de joie", a écrit Ben Crump, représentant des familles, en annonçant la mort d'Ezra Blount, qui avait été placé en coma artificiel et était entre la vie et la mort.

L'enfant assistait au concert du rappeur américain Travis Scott, au cours duquel un mouvement de foule a tué



neuf autres personnes et en a blessé des centaines.

Des dizaines de plaintes ont déjà été déposées contre les organisateurs du

concert. Est notamment visé le rappeur Travis Scott, principal organisateur du festival, présent sur scène au moment du drame.

ITALIE

Intempéries : un mort, plus de 2 milliards d'euros de dégâts en 2021

Un homme a trouvé la mort dimanche dans le sud de la Sardaigne à la suite de fortes pluies, tandis que les dégâts liés aux intempéries dépassent déjà les deux milliards d'euros en 2021, selon un syndicat agricole.

Les pompiers ont annoncé dans la matinée sur Twitter être à la recherche d'un homme âgé dans le sud de la Sardaigne qui avait abandonné sa voiture bloquée par les pluies très abondantes, avant que son corps ne soit retrouvé dans l'après-midi, probablement emporté par

une crue. Dans le même temps la Coldiretti, l'un des principaux syndicats agricoles de la péninsule a annoncé dimanche que les changements climatiques avaient causé déjà plus de deux milliards d'euros de dégâts dans les campagnes italiennes cette année.

"Une situation dramatique", dénonce la Coldiretti dans un communiqué, assurant que l'Italie a enregistré en 2021, jusqu'à présent "1914 événements (climatiques) extrêmes" entre inondations, tornades, grêle, gel et vagues de chaleur, "en

hausse de 45% par rapport à la même période 2020". "Le résultat ce sont des dégâts qui dépassent les deux milliards d'euros en 2021 entre les pertes de la production agricole nationale et les dégâts aux structures et infrastructures dans les campagnes", ajoute la Coldiretti.

"Nous sommes face aux conséquences des changements climatiques en Italie aussi (...) avec une tendance à la tropicalisation" du climat et la multiplication d'événements climatiques extrêmes, conclut la Coldiretti.

POLLUTION

Les particules fines dans l'UE font 307.000 décès par an

La pollution aux particules fines a provoqué 307.000 décès prématurés dans l'Union européenne en 2019, un chiffre qui reste alarmant mais a diminué de plus de 10% en un an, selon un rapport de l'Agence européenne de l'environnement publié lundi.

D'après cette étude, plus de la moitié de ces vies pourraient être sauvées si les 27 pays membres respectaient les nouveaux objectifs de qualité de l'air récemment fixés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En 2018, le nombre de morts lié aux particules fines PM 2,5 (particules en suspension dans l'air dont le diamètre est inférieur à 2,5 micromètres) était estimé à 346.000. La nette baisse de 2019 s'explique en partie par des conditions météorologiques favorables mais surtout par la poursuite de l'amélioration progressive de la qualité de l'air en Europe, selon l'AEE. Au début des



années 1990, les particules fines, qui pénètrent profondément dans les poumons, provoquent ainsi près d'un million de décès prématurés dans les 27 pays de l'UE, d'après ces données. Un chiffre déjà tombé à environ 450.000 en 2005.

Parmi les principaux pays de l'UE, la pollution aux particules fines a été responsable en 2019 de 53.800 décès prématurés en Allemagne, 49.900 en

Italie, 29.800 en France et 23.300 en Espagne, selon l'EAA. Avec 39.300 morts, la Pologne est le pays le plus touché relativement à sa population.

L'agence, basée à Copenhague, mesure également les décès liés aux deux autres principaux polluants de l'air dangereux pour la santé, mais n'additionne pas les bilans car cela conduirait selon elle à des doubles comptages.

Pour les particules d'ozone (O3), la tendance en 2019 était aussi à la baisse avec 16.800 morts prématurées, soit un recul de 13% sur un an.

Pour le dioxyde d'azote (NO2), gaz produit principalement par les véhicules et les centrales thermiques, les décès prématurés ont diminué d'un quart entre 2018 et 2019, passant à 40.400. La pollution de l'air reste la menace environnementale la plus importante pour la santé des Européens, selon l'agence européenne basée à Copenhague.

D'après l'OMS, la pollution de l'air fait sept millions de morts prématurées par an dans le monde, un bilan qui la place à des niveaux proches du tabacisme ou de la mauvaise alimentation.

Ce lourd bilan l'a poussé fin septembre à établir des limites plus contraignantes pour les principaux polluants de l'air, pour la première fois depuis 2005.

dégâts dont le secteur a pu souffrir par le passé". Le public est aussi appelé à signaler aux autorités toute découverte d'oiseaux morts.

Les autorités belges appellent que le virus "n'est pas dangereux pour l'homme", qu'il n'y a aucun risque pour les consommateurs", et que "la viande de volaille et les œufs peuvent être consommés en toute sécurité".

Les autorités néerlandaises ont pris une mesure similaire dès le 26 octobre, et la France a emboîté le pas début novembre.

GRIPPE AVIAIRE

Confinement des volailles en Belgique

La Belgique a ordonné le confinement des volailles à partir de lundi en raison d'un cas de grippe aviaire détecté chez un canard sauvage, une mesure déjà décrétée en France et aux Pays-Bas voisins.

Les autorités veulent éviter tout contact des volailles avec les oiseaux migrateurs pouvant transmettre ce virus, après la découverte de ce cas de H5N1 dans la commune de Schilde, en province d'Anvers (nord).

A partir de lundi, "une période de risque accru est déclarée" et les volailles des éleveurs professionnels ou des particuliers, "à l'exception des ratites", doivent être enfermées ou protégées à l'aide de filets, et ne doivent pas être abreuvées avec de l'eau accessible aux oiseaux sauvages. Le ministre de l'Agriculture David Clarinval a pris cette décision vendredi, sur avis de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (Afscsa). "Nous avons décidé d'anticiper la menace qui pèse potentiellement sur notre pays", a expliqué le ministre.

"Nous souhaitons éviter que cette maladie contamine nos volailles et prévenir les

TOURISME

Le Cambodge et son célèbre site d'Angkor Wat rouverts aux touristes vaccinés

Les touristes étrangers peuvent de nouveau visiter les temples d'Angkor Vat, au Cambodge, après la décision du gouvernement de rouvrir dès ce lundi le royaume aux voyageurs ayant reçu deux doses de vaccin contre le Covid-19.

Le site d'Angkor, pratiquement désert depuis le début de la pandémie, a accueilli quelque deux millions de touristes en 2019. A cause de la pandémie, les revenus du tourisme sont passés de 5 milliards de dollars en 2019, lorsque le pays avait attiré 6,6 millions de visiteurs, à 1 milliard de dollars seulement en 2020. Le Premier ministre Hun Sen a fait une annonce inattendue dimanche soir: tous les voyageurs internationaux, touristes et hommes d'affaires entièrement vaccinés pourront visiter librement l'ensemble du Cambodge sans quarantaine à partir de lundi.

Cette décision annule le plan de réouverture initial, qui prévoyait que seules quelques plages du sud du pays rouvriraient fin novembre, et le reste du pays, dont la ville de Siem Reap (nord), porte d'entrée du site classé au patrimoine mondial d'Angkor Wat, en janvier.

Les voyageurs devront en outre présenter deux tests Covid négatifs, l'un effectué au moins 72 heures avant le voyage et l'autre à leur arrivée au Cambodge. "Lorsqu'ils arriveront et que nous verrons qu'ils ont bien reçu deux doses de vaccin, nous effectuerons des tests rapides. Si les résultats montrent qu'ils sont négatifs au Covid-19, ils seront autorisés à se déplacer au Cambodge", a déclaré Hun Sen dans un message audio publié sur sa page Facebook. "J'ordonne au ministère de la Santé, au ministère du Tourisme et aux secteurs concernés de mettre en oeuvre ces mesures à partir du 15 novembre 2021", a-t-il déclaré, ajoutant que cette mesure était un moyen rapide de rouvrir le pays. Hor Sophea, guide touristique à Angkor Wat, a salué cette décision. "C'est une mesure positive pour la survie de notre tourisme", a-t-elle déclaré. Le Cambodge a largement évité une épidémie de masse pendant toute l'année 2020, mais les cas sont passés depuis le mois d'avril de 20.000 à 120.000, et le pays totalise plus de 2.800 décès.

La campagne de vaccination du pays est une réussite: 96% de la population adulte est entièrement vaccinée.

L'Inde s'ouvre au tourisme après 20 mois de fermeture

L'Inde a rouvert lundi un peu plus ses frontières aux touristes étrangers venant de pays ayant des accords de réciprocité, après une fermeture de vingt mois due à la pandémie de Covid-19. Les tour operators estiment cependant que la demande reste très faible à cause du prix des billets et des restrictions toujours en vigueur pour les voyageurs venant de l'Union européenne, du Royaume-Uni, de Chine et d'autres pays. Le pays célèbre pour son Taj Mahal, ses palais dans le désert et ses réserves de tigres a fermé ses portes aux touristes étrangers en mars 2020. Mais après un pic dévastateur au printemps, le nombre de contaminations a fortement diminué et le gouvernement, sous la pression du secteur essentiel pour l'économie, a annoncé un assouplissement le mois dernier.

Dès le 15 octobre, des visas de tourisme étaient délivrés pour des étrangers entièrement vaccinés arrivant par vols charters depuis des pays offrant une réciprocité. Cette ouverture a été élargie lundi aux vols commerciaux. Les visiteurs venant des pays éligibles peuvent demander en ligne un visa de tourisme et doivent seulement surveiller leur état de santé pendant 15 jours après leur arrivée. Mais les voyageurs venant de l'Union européenne, du Royaume-Uni, de Chine, du Brésil, d'Afrique du Sud et d'autres pays sont soumis à d'autres mesures dont des tests Covid à l'arrivée. Le premier demi-million de visas était également gratuit. Rajeev Mehra, président de l'Association indienne des tour operators, estime que les arrivées ne devraient représenter dans le premier mois que 5% des niveaux pré-pandémie.

"Nous recevons des demandes de renseignements et nous leur envoyons des devis, mais lorsqu'ils voient les tarifs aériens élevés, ils nous disent qu'ils essaieraient de venir plus tard", a expliqué M. Mehra. "Si les choses restent stables à l'échelle mondiale, nous nous attendons à une reprise à plein pendant la saison d'octobre 2022".

FOYER DU DIABÉTIQUE DE BLIDA

Prise en charge de plus de 13.000 malades depuis 2012

Plus de 13.000 personnes atteintes de diabète ont été prises en charge au niveau du foyer du diabétique de Blida depuis son ouverture fin 2012, a-t-on appris dimanche de la responsable de cette structure de santé.

"Depuis son entrée en service en décembre 2012, le foyer du diabétique de Blida, situé à la cité Djilali Bounaâma du centre-ville, a assuré la prise en charge à 13.000 malades de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya", a déclaré à l'APS Amal Bendali, à l'occasion de la Journée mondiale du diabète (14 novembre).

Ce foyer, qui enregistre quotidiennement entre 5 à 6 nouveaux cas d'atteinte par le diabète avant la pandémie du nouveau coronavirus, a vu ce chiffre grimper à près de 10 cas/jour (des deux sexes) actuellement, a-t-elle dit, signalant que l'âge moyen des personnes atteintes du diabète avant le déclenchement de l'épidémie de la Covid-19 était de 45 ans et plus, avant de baisser à 35 ans, à l'heure actuelle.

Elle a, à ce titre, lancé un appel à la nécessité du dépistage précoce de cette maladie pour éviter ses complications, pouvant aller jusqu'à l'amputation d'un organe ou la perte de la vue.

Mme. Bendali a, à ce titre, incité toute personne présentant des symptômes de miction fréquente, de bouche sèche, ou d'une soif constante malgré une consommation d'eau importante, à se soumettre aux tests médicaux fournis par le foyer de Blida. "Les nouveaux cas sont suivis par des médecins généralistes qui, à leur tour, orientent les patients vers le service spécialisé assuré par la structure, selon les besoins requis par leur état de santé, dans l'une des spécialités de néphrologie, neurologie, et médecine interne", a-t-elle expliqué. Cette structure médicale assure, aussi, un soutien psychologique aux nouveaux patients, notamment les jeunes qui n'acceptent pas cette maladie, outre la mobilisation d'un assistant social au profit des cas sociaux qui n'ont pas les moyens de se procurer des médicaments, en les aidant à obtenir une carte de maladie chronique ou en les orientant vers des associations caritatives spécialisées.

Au volet alimentation, qui est à la base du traitement de cette maladie chronique, la diététicienne de ce foyer, Rima Alili se charge de sensibiliser les concernés "à la nécessité d'adopter une alimentation saine pour éviter les complications de cette maladie, avec laquelle on peut facilement vivre à condition d'observer un régime sain, conjugué à la prise des médicaments", a assuré la même source.

Dr. Alili a conseillé aux diabétiques ainsi qu'aux personnes qui n'ont pas cette maladie, d'adopter une alimentation saine, axée sur la consommation de légumes et de fruits, de boire de l'eau en quantité suffisante, de s'abstenir de manger des pâtes et des boissons industrielles, et de réduire le sucre dans tous les plats, tout en veillant à faire de l'exercice, notamment la marche.

TRAITEMENT DU DIABÈTE

Baisse de 20% sur le prix des insulines importées (ministère)

Les réunions tenues entre les services du ministère de l'Industrie pharmaceutique et les représentants de laboratoires fournisseurs d'insuline ont abouti à une baisse de 20% sur le prix des insulines importées, permettant de réduire la facture d'importation, ainsi que le montant de la prise en charge du diabète, a indiqué dimanche un communiqué du ministère.

Assurant que ses services avaient procédé à une série de réunion et d'entretiens avec les laboratoires fournisseurs d'insuline, visant une meilleure coordination et négociation, le ministère a souligné que "ces réunions ont abouti à une baisse de 20% sur le prix des insulines importées".

Cette baisse "permettra de réduire considérablement la facture d'importation des médicaments, ainsi que le montant des dépenses des caisses de la sécurité sociale pour la prise en charge du diabète", a expliqué la même source.

Ces réunions ont également permis d'accélérer le lancement des deux unités de production d'insuline en Algérie à l'horizon 2022, selon le document diffusé à l'occasion de la journée mondiale du diabétique (14 novembre), en rassurant l'ensemble des patients diabétiques de la disponibilité continue des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux nécessaires à la prise en charge de cette pathologie. S'agissant de l'une des insulines rapides qui connaissait une tension sur le marché,

PANDEMIE DE COVID-19

134 nouveaux cas, 78 guérisons et 7 décès

Cent trente-quatre (134) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 78 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé lundi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 208.104, celui des décès à 5.991 cas, alors que le nombre de patients guéris

est passé à 142.776 cas. Par ailleurs, 22 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 23 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 22 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 3 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

Les indicateurs épidémiologiques annoncent une quatrième vague (experts)

Des experts de l'Agence nationale de veille sanitaire, du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus et d'établissements hospitaliers et de santé ont affirmé, lundi à Alger, que les indicateurs épidémiologiques actuels annoncent une quatrième vague. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de la veille sanitaire, Pr Kamel Sanhadji n'a pas écarté de quatrième vague en Algérie, le virus "étant encore répandu même avec un taux relativement faible", se référant à l'expérience de certains pays européens ayant traversé une quatrième vague et en sont à la cinquième.

Les indicateurs scientifiques qui se réfèrent aux données des services hospitaliers de réanimation et de consultation et au taux de propagation du virus des dernières semaines, annoncent une quatrième vague en Algérie, d'autant que l'indice de transmission a dépassé un cas ces derniers jours, précise l'expert qui appelle à la vigilance pour faire face à cette situation épidémiologique, qui intervient généralement en décalage avec celle des pays européens.

La cinquième vague que traversent les pays européens sera moins virulente, le nombre des sujets vaccinés variant de 60 et 70 %, a-t-il précisé, rappelant que des études européennes ont établi que la vaccination a permis de réduire, de 90 %, le taux des



cas et des décès durant la quatrième vague.

Pr Sanhadji a déploré le faible taux de vaccination en Algérie, exprimant ses appréhensions quant à la gestion d'une éventuelle quatrième vague. Pour sa part, Pr Riyadh Mehiaoui, membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus n'écarte pas de quatrième vague suite à la situation épidémiologique enregistrée dans certains pays ayant déjà traversé cette vague et en sont à la cinquième, d'autant que le virus est encore répandu même à faible taux.

Le même spécialiste a fait savoir qu'en dépit du fait que la situation sanitaire est maîtrisée actuellement au niveau des hôpitaux à l'échelle nationale et que les fonctionnaires de la Santé ont repris leur souffle, il est impératif de faire preuve de prudence car l'expérience a démontré que le relâchement et le non res-

pect des mesures préventives par les citoyens, à leur tête le port de masque et la distanciation physique au niveau des différents espaces et des transports en commun, pourrait exposer la société à l'un des nouveaux variants dont certains restent non identifiés chez les scientifiques.

Rappelant la situation épidémiologique qu'a traversée l'Algérie lors des première, deuxième et troisième vagues, Pr Mahiaoui a fait savoir que la 3e vague était "la plus dangereuse et à l'origine de lourdes conséquences à tous les niveaux notamment après la pénurie d'oxygène enregistrée".

Etant donné que le virus connaît toujours une dynamique, relativement faible, le membre du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) a estimé que "le taux des cas d'atteinte au Covid-19 pourrait augmenter à nouveau à l'instar des précé-

entes périodes", appelant tous les secteurs, chacun à son niveau, à une intégration globale pour inciter les citoyens au respect strict des gestes barrières et à la vaccination afin de faire face à une nouvelle vague qui pourrait être plus féroce que les précédentes".

Concernant la situation épidémiologique au niveau des hôpitaux de Blida, le Chef de service des maladies infectieuses à l'Établissement hospitalier public (EHP) de Boufarik, Dr Mohamed Youssi, a fait savoir que ces hôpitaux ont enregistré "une légère hausse" durant les dernières semaines, avec un bilan quotidien de près de 80 cas de guérison et entre 12 et 13 cas de contamination par jour, ajoutant que les cas enregistrés au niveau de l'EHP de Boufarik ne dépassent pas 10 cas/jour.

Pour sa part, le directeur de la santé et de la population de Tipasa, Mohamed Bourahla, a affirmé que la situation au niveau de la wilaya était "stable", exprimant son inquiétude quant à une probable 4e vague rapide, d'autant que tous les indicateurs en témoignent en raison du relâchement des citoyens en terme de respect des mesures sanitaires".

Il a souligné que la DSP avait lancé des campagnes de sensibilisation menées par des équipes médicales, des agents de la sûreté et de la protection civile au profit des citoyens.

belle à l'importation au détriment de la production nationale, il a, conformément à ses attributions, mis en place une plateforme numérique recueillant l'ensemble des programmes de production et d'importation.

Cette plateforme qui répertorie, également, les stocks des établissements pharmaceutiques, permettant ainsi une meilleure anticipation d'éventuels problèmes d'approvisionnement de matières premières et de produits finis notamment liés aux perturbations du marché international induites par la pandémie du Covid-19.

Cette plateforme n'est, cependant, pas "totale" opérationnelle pour les produits hospitaliers, la partie concernée ne s'étant pas encore conformée à l'obligation réglementaire de communiquer ses stocks afin d'anticiper d'éventuelles ruptures de médicaments essentiels notamment d'oncologie a, toutefois, fait savoir le ministère.

Après la mise en place des réformes structurelles désormais opposables par la législation et la réglementation en vigueur, le ministère de l'Industrie pharmaceutique poursuit avec abnégation, dans le cadre strict de ses attributions, son plan d'action, dans la sérénité et la concertation avec l'ensemble des parties soucieuses de la protection de la santé publique du respect des institutions et de l'intérêt national, conclut le communiqué.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

IRAN

6.143 nouveaux cas pour un total de 6.037.718

Le ministère iranien de la Santé a signalé dimanche 6.143 nouveaux cas de COVID-19, portant le total cumulé des infections dans le pays à 6.037.718.

Selon un point de presse publié sur le site officiel du ministère, la pandémie a jusqu'à présent fait 128.167 morts dans le pays, avec 125 nouveaux décès enregistrés



au cours des dernières 24 heures.

Au total, 5.695.949 personnes se sont rétablies ou sont sorties de l'hôpital à travers le pays, tandis que 3.510 se trouvent toujours dans des unités de soins intensifs, a indiqué le ministère. Jusqu'à dimanche, 55.732.066 personnes ont reçu au moins une dose de vaccin contre le coronavirus en Iran, tandis que 42.193.734 ont déjà reçu deux doses, et 514.790 ont reçu une troisième dose de rappel.

**SINGAPOUR
1.723 nouveaux cas**

Singapour a enregistré dimanche 1.723 nouveaux cas de COVID-19, portant le total des cas confirmés dans le pays à 237.203, a déclaré le ministère de la Santé dans un communiqué de presse.

Parmi les nouveaux cas, 1.651 ont été signalés au sein de la communauté singapourienne, et 66 dans des dortoirs de travailleurs migrants. Six autres étaient

des cas importés. Au total, 1.525 personnes sont actuellement hospitalisées, dont 242 nécessitent un apport en oxygène en service général, 52 autres sont dans un état instable et ont été placées sous surveillance en unités de soins intensifs.

Enfin, 69 sont gravement malades et ont dû être placées sous respirateur en

unités de soins intensifs. Dix nouveaux décès liés à la COVID-19 ont en outre été signalés dans le pays, portant le total des décès à 586.

Jusqu'à samedi, 85 % de la population de Singapour a reçu deux doses de vaccin contre la COVID-19, tandis que 86 % a reçu au moins une dose, et 20 % une troisième injection de rappel.

TUNISIE

Deux décès et 50 nouveaux contaminés en 24 heures

Le ministère tunisien de la Santé a annoncé dimanche soir que deux décès et 50 nouveaux contaminés au coronavirus ont été recensés samedi, soit un taux de positivité de 1,88%. Ainsi, le bilan des cas de contamination en Tunisie a atteint depuis l'apparition du virus 715.687 cas dont 25.311 décès. Par ailleurs, le nombre de

patients rétablis est passé à 689.504 après la guérison de 102 personnes. Selon la même source, le nombre de patients admis actuellement dans les établissements hospitaliers (publics et privés) s'élève à 146 personnes dont 4 nouveaux cas, 48 cas placés en soins intensifs et 9 autres sous respirateurs artificiels.

VACCINS

La Syrie reçoit un nouveau lot de vaccins chinois contre la COVID-19

Le ministère syrien de la Santé a réceptionné dimanche un nouveau lot de vaccins chinois Sinopharm contre la COVID-19, le dernier en date d'une série de lots livrés à ce pays déchiré par la guerre pour l'aider à surmonter la pandémie.

Le ministre syrien de la Santé Hasan al-Ghabash et l'ambassadeur de Chine en Syrie Feng Biao ont signé une note de réception à Damas, la capitale syrienne, et en ont profité pour saluer les relations amicales entre les deux pays. Le

ministère syrien a remercié la Chine d'avoir fourni plusieurs lots de vaccins anti-COVID à la Syrie pour l'aider à faire face à la pandémie et à poursuivre sa campagne de vaccination.

Il a déclaré que les vaccins chinois "se sont avérés efficaces" pour prévenir la COVID-19, et que cette nouvelle livraison tombait à point nommé pour permettre à la campagne de vaccination de se poursuivre. "La Chine n'a épargné aucun effort pour nous fournir une aide médicale et des vaccins, aidant ainsi le

ministère de la Santé à remplir son rôle en ces temps difficiles", a souligné le ministre. De son côté, M. Feng a espéré que cette aide vaccinale permettrait à la Syrie de surmonter les moments les plus difficiles de la pandémie.

"Comme vient de le souligner le ministre, nous espérons que cela aidera la Syrie à surmonter cette pandémie, et je suis convaincu que les relations entre les deux pays continueront à se renforcer sous la direction des deux présidents", a déclaré l'ambassadeur chinois.

FRANCE

Le port du masque à nouveau obligatoire à l'école primaire

Le port du masque est de nouveau obligatoire à l'école élémentaire dans toute la France depuis lundi afin d'enrayer l'augmentation des contaminations par le Covid-19. Jusqu'à présent, les écoliers du CP au CM2 devaient porter le masque dans 61 départements. Toute la

France est désormais concernée. "Tous les départements passent au niveau 2 du protocole sanitaire" lundi, avec "de nouveau port du masque pour tous les élèves" de l'école élémentaire, a annoncé le 9 novembre le ministère de l'Éducation nationale, à la suite de l'in-

tervention du président Emmanuel Macron. Cette généralisation du port du masque marque un retour en arrière. Le gouvernement avait annoncé en septembre la fin du port du masque en primaire dans les départements les moins touchés par l'épidémie. Début octobre, 47

départements avaient ainsi pu l'enlever, suivis par d'autres les semaines suivantes. Au total, le port du masque à l'école avait été levé avant les vacances de la Toussaint dans 79 départements, avant de revenir en force avec la reprise de l'épidémie de Covid-19.

ALLEMAGNE

Un projet de loi prépare le retour au télétravail

L'Allemagne se prépare à un retour massif au télétravail, selon un projet de loi consulté dimanche, pour tenter d'enrayer une nouvelle vague de la pandémie de coronavirus.

La réintroduction de la règle du travail à domicile, qui avait été levée début juillet, intervient alors que l'Allemagne fait face à une inquiétante résurgence de l'épidémie.

Le nombre d'infections et de décès a fortement augmenté depuis la mi-octobre, dans

un pays où le taux de vaccination dépasse à peine les 67%.

Avec 289 cas pour 100.000 personnes, le taux d'infection a atteint dimanche un nouveau record dans le pays le plus peuplé d'Europe, selon l'agence sanitaire Robert Koch Institute (RKI). "La vague à venir va éclipser toutes les vagues précédentes", a déclaré à l'hebdomadaire allemand Bild am Sonntag le Premier ministre du Land de Saxe,

Michael Kretschmer, dont la région est actuellement parmi les plus touchées. Selon le projet de retour au télétravail, les employeurs allemands seront contraints d'offrir la possibilité de travailler depuis le domicile en l'absence d'une "raison professionnelle impérieuse" de venir au bureau. Toute personne se rendant au travail sera également invitée à prouver qu'elle est vaccinée ou qu'elle dispose d'un test négatif. Le gouverne-

PHILIPPINES

Réouverture des écoles pour la première fois depuis mars 2020

Des milliers d'enfants philippins sont autorisés à retourner dans les salles de classe lundi, pour la première fois depuis le début de la pandémie de coronavirus, dans le cadre d'un projet pilote de réouverture des établissements.

Alors que la quasi totalité des pays dans le monde ont rouvert leurs écoles en partie ou totalement, les Philippines les ont gardées fermées depuis mars 2020.

Zyrex Damayo, enseignant en maternelle, se dit "un peu nerveux" au moment d'accueillir huit de ses élèves à l'école élémentaire Siocan de Bogu, sur l'île de Cebu.

"Je m'attendais à ce que certains d'entre eux pleurent. (Mais) ça s'est passé en douceur et nous n'avons eu aucun problème", raconte-t-il aux médias.

Une centaine d'écoles sur plus de 61.000 ont été choisies pour un essai de deux mois, qui doit être étendu dans les prochaines semaines, a expliqué un responsable de l'Éducation nationale.

Nombre de ces écoles se situent dans des endroits reculés, dans les montagnes ou sur des îles, et fréquentées par des populations considérées à faible risque de transmission du virus. "Je ne peux pas garantir que ce sera un succès à 100%, mais d'après notre évaluation, nous avons de grands espoirs que ce projet pilote soit un succès", a estimé la semaine dernière le ministre de l'Éducation Leonor Briones.

Les élèves d'écoles maternelles et des trois premiers niveaux de primaires, ainsi que les lycéens, peuvent participer à cet essai.

La taille des classes est limitée de même que le temps passé en classe, avec des règles strictes sur le port du masque, le lavage des mains et la distanciation sociale.

CORÉE DU SUD

L'alerte voyage prolongée de nouveau jusqu'au 13 décembre

La Corée du Sud a prolongé d'un autre mois l'avis spécial concernant les voyages à l'étranger sur fond de propagation continue de la Covid-19, a annoncé le ministère des Affaires étrangères.

Cette mesure, qui appelle les Sud-Coréens à annuler ou reporter leurs voyages à l'étranger, restera en vigueur jusqu'au 13 décembre prochain, alors que l'avis actuel devait expirer samedi. Cette prorogation "prend en compte l'importance pour les citoyens de s'abstenir de voyager à l'étranger afin d'éviter une augmentation des cas d'infection importés", a expliqué le ministère sud-coréen.

L'alerte voyage a été imposée pour la première fois en mars et a été prolongée tous les mois, alors que beaucoup de pays luttent contre divers variants de la Covid-19 et continuent de restreindre l'entrée des personnes arrivant des pays étrangers.

La diplomatie sud-coréenne a, en outre, fait savoir qu'elle consultera les autorités sanitaires et les ambassades à l'étranger pour assouplir certaines restrictions de voyage par étape, selon l'ampleur de l'épidémie récente, le taux de vaccination et les mesures antivirales dans les pays étrangers.

BRONCHIOLITE DU BÉBÉ QUELS SONT LES SYMPTÔMES QUI DOIVENT ALERTER ?

La bronchiolite touche désormais toute la France métropolitaine avec le passage de la Corse en phase épidémique. Quels sont les signes et les bons gestes pour protéger votre bébé ?

Pourquoi l'épidémie de bronchiolite est-elle intense cet automne ? "L'épidémie de bronchiolite pourrait être de grande ampleur compte tenu d'un déficit d'immunité collective acquise significatif pour les enfants nés après mars 2020", souligne le Conseil scientifique dans son avis du 5 octobre, avant de rappeler que les enfants nés entre le printemps 2020 et le printemps 2021 n'ont pas rencontré la bronchiolite, donc pas pu constituer d'anticorps. La raison ? Une situation épidémiologique favorable du SARS-CoV-2, la levée des restrictions sur les transports internationaux, et la moins bonne application des mesures barrières.

Christèle Gras-Le Guen, présidente de la Société française de pédiatrie, et cheffe du service des urgences pédiatriques du CHU de Nantes invitait ce jeudi 28 octobre sur France Info, à protéger les bébés de la bronchiolite en limitant "les visites au cercle des adultes très proches, non malades". Elle conseille également "dans la mesure du possible", de ne pas prendre les transports en commun, de ne pas aller au supermarché ou au restaurant avec les bébés. "Ce sont effectivement des endroits où les virus circulent beaucoup, et qui n'ont aucun intérêt pour un jeune enfant de moins de deux mois. Dans la mesure du possible, il faut s'organiser pour éviter les endroits où il y a beaucoup de monde, et bien évidemment aussi les grandes fêtes de famille." La bronchiolite touche quasi exclusivement les bébés de moins de 1 an.

QU'EST-CE QUE LA BRONCHIOLITE ?

La bronchiolite (ou "bronchiolite aiguë du nourrisson" en langage médical) est une infection virale qui atteint principalement les enfants âgés de moins de 2 ans. Loin d'être rare, elle touche chaque année 3 à 6 fois sur 10 en France, avec 480 000 cas annuels enregistrés en moyenne.

Si la bronchiolite touche de manière privilégiée les nourrissons et non les enfants plus grands et les adultes, c'est en raison de la présence d'anticorps uniquement présents chez les bébés, ont expliqué des chercheurs de l'Institut Pasteur, dans une étude publiée en 2017.

L'hiver 2020-2021, l'épidémie de bronchiolite a néanmoins été d'une amplitude très inférieure à celle de la saison précédente, en raison de l'épidémie de Covid-19.

La proportion d'hospitalisation a toutefois été comparable : 2 à 3% des nourrissons de moins de 1 an sont hospitalisés chaque année pour bronchiolite sévère.

À savoir: Le "pic épidémique" de la maladie s'étend généralement de novembre à février : c'est donc là qu'il faut être vigilant !



QUELS SONT LES SYMPTÔMES CHEZ LE NOURRISSON ?

Les symptômes de la bronchiolite du bébé sont plus facilement reconnaissables :

- Un rhume avec une petite fièvre (supérieure à 37,5°C).
- Une toux sèche.
- Une respiration sifflante.

C'est grave ? Malgré des symptômes parfois impressionnants, la bronchiolite est une maladie bénigne. Les symptômes se calment (sans traitement) en l'espace de quelques jours, et l'enfant guérit sous 8 à 10 jours bien que la toux puisse persister une quinzaine de jours.

Attention : si votre bébé de moins de 3 mois et/ou né prématurément ou souffrant d'une pathologie présente des signes de bronchiolite, il faut consulter sans attendre.

LA BRONCHIOLITE EST-ELLE CONTAGIEUSE ? COMBIEN DE TEMPS ELLE DURE ?

La bronchiolite est une maladie "extrêmement" contagieuse, selon l'Assurance Maladie. Le virus peut se transmettre de deux manières :

- La contagion peut se faire directement de personne à personne, par les sécrétions bronchiques (éternuements, postillons, toux, mouchage...) ou un contact entre personnes (baiser).
- Indirectement, par l'intermédiaire des mains ou d'objets souillés par la salive (jouets, linges de toilette, aliments ou biberons contaminés...). Sans complications, la bronchiolite guérit en 7 à 10 jours.

QUELS SONT LES CAUSES ET COMMENT LA RÉVÉNIR ?

Responsable de la maladie, le Virus Respiratoire Syncytial (VRS) entraîne une inflammation des parois des bronchioles (c'est-à-dire : les petites bronches) et une augmentation des sécrétions responsables d'un phénomène d'obstruction.

Pour protéger son enfant contre la bronchiolite pendant la période novembre-février, on met en place des "gestes-barrière" :

- Lavez-vous les mains (à l'eau et au savon) plusieurs fois par jour : avant et après un jeu avec votre enfant, avant et après une sortie à l'extérieur, avant et après le repas... Invitez vos enfants à en faire de même !
- N'échangez pas les biberons, les suettes et les couverts au sein de la famille.
- Nettoyez fréquemment les jouets et peluches de votre bébé - à l'eau et au savon, ou en machine à laver !
- Évitez d'embrasser votre enfant sur le visage.

Si vous êtes enrhumé(e), portez un masque pour protéger votre bébé - à acheter en pharmacie.

Nettoyez la chambre de votre enfant tous les jours et, si possible, maintenez-y une température à 19°C. Attention aux lieux publics et collectifs : pendant l'hiver, évitez les salles d'attente, les transports en commun, les crèches, les supermarchés... avec votre tout-petit.

QUELLE CONDUITE À TENIR EN CAS DE BRONCHIOLITE CHEZ UN BÉBÉ ?

Pas de médicaments en cas de bronchiolite chez le nourrisson : selon la Haute Autorité de Santé (HAS), "les bronchodilatateurs, l'adrénaline, le sérum salé hypertonique n'ont pas d'indication dans cette maladie". Les antibiotiques ne sont convoqués que dans de rares cas de surinfection bactérienne - on rappelle qu'ils ne fonction-

nent pas sur les virus !

À éviter... Les techniques de kinésithérapie respiratoire traditionnelles (clapping ou vibrations) sont "contre-indiquées". La technique de l'augmentation du flux expiratoire (AFE) n'a "pas fait la preuve de son efficacité" et "n'est donc pas recommandée".

Pour venir à bout de cette maladie (qui est bénigne dans l'immense majorité des cas) la HAS ne recommande que le lavage de nez et une surveillance particulière du petit malade. À savoir: Il faut aller chez le médecin rapidement si l'enfant du mal à respirer et/ou s'il ne boit plus. Il faut appeler les secours (15 ou 112) si l'enfant a la bouche bleuitre, s'il fait des malaises, s'il dort tout le temps ou s'il semble faire de l'apnée de temps en temps !

QUELS SONT LES TRAITEMENTS DE LA BRONCHIOLITE ?

Le traitement de la bronchiolite du bébé consiste essentiellement à traiter les symptômes: lavage du nez avec du sérum physiologique, si nécessaire, apport supplémentaire d'oxygène. La kinésithérapie respiratoire n'est plus recommandée depuis 2020. "Les médicaments bronchodilatateurs et les mucolytiques n'ont également aucune utilité dans le traitement de la bronchiolite", explique l'Assurance Maladie. Par ailleurs, les antitussifs, les expectorants et les fluidifiants sont contre indiqués chez l'enfant de moins de 2 ans.

Enfin, la bronchiolite étant due à un virus, le traitement antibiotique n'a aucun effet. Les antibiotiques ne sont prescrits qu'en cas de surinfection bactérienne.

Selon l'état de votre nourrisson, son âge de santé et la gravité de la bronchiolite, votre médecin juge de la nécessité d'une éventuelle hospita-

lisation de votre nourrisson pour surveillance.

Si la bronchiolite n'est pas sévère (donc ne nécessite pas d'hospitalisation) votre médecin vous donne des conseils pour assurer la surveillance de votre enfant tout particulièrement au cours des deux premiers jours. Il vous explique également les signes d'alerte devant faire consulter de nouveau et reprogramme, si nécessaire, une nouvelle consultation pour vérifier que la bronchiolite est en voie de guérison.

Ne cherchez pas des "remèdes naturels", la bronchiolite peut être sévère si elle n'est pas prise en charge. Une consultation est indispensable.

A RETENIR :

Veillez à ce que votre enfant respire correctement ; désencombrez son nez avant les repas et régulièrement (autant de fois que nécessaire) en faisant des lavages de nez ; lorsqu'il est éveillé, gardez votre enfant droit, cela peut l'aider à mieux respirer ; évitez d'exposer votre enfant au tabagisme passif. Lire aussi : Comment moucher bébé ?

Veillez à fractionner ses repas afin qu'il continue à s'alimenter malgré la baisse d'appétit et proposez-lui fréquemment de l'eau.

En cas de fièvre, habillez-le légèrement et surveillez sa température. Sauf contre-indication, donnez-lui du paracétamol si nécessaire. Ne surchauffez pas sa chambre (19°C max). Lire aussi : Fièvre du bébé, quand aller aux urgences ?

Soyez attentif à tout changement de comportement (le bébé bouge moins, réagit moins...).

QUAND CONSULTER LE NOUVEAU LE MÉDECIN ?

Pendant la durée de la bronchiolite et tout particulièrement les deux premiers jours, surveillez l'état de santé de votre nourrisson et reconsultez votre médecin si :

- votre enfant présente un battement des ailes du nez, un tirage intercostal (pour respirer il creuse son thorax) ou se met à respirer plus rapidement, sa température augmente, vous ne parvenez pas à le nourrir ou à le faire boire suffisamment pour qu'il soit bien hydraté
- votre enfant change de comportement (il pleure, il est moins réactif...)

ALLEZ AUX URGENCES SI

- Il fait des pauses respiratoires
- Sa respiration devient lente et il reste soit bien hydraté
- Il fait un malaise
- Il ne réagit plus, est très fatigué, dort tout le temps, geint
- Il devient bleu autour de la bouche
- Il refuse de boire des biberons ou de prendre le sein

LES MEILLEURS RÉFLEXES CONTRE LE VIRUS

Alors que l'épidémie de bronchiolite du nourrisson commence à sévir, l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) délivre ses recommandations pour réduire les risques de transmission du virus.

Jusqu'au mois de mars, la bronchiolite touche beaucoup d'enfants, surtout ceux qui vivent en collectivité. Pour réduire les risques, l'Inpes rappelle que la bronchiolite se transmet essentiellement lors d'éternuements ou de toux, mais également par les mains et les objets touchés par des personnes infectées. En cas de symptômes de bronchiolite, tels qu'une gêne pour respirer, des difficultés pour boire et manger, des sifflements ou des quintes de toux fréquentes, les parents doivent consulter leur médecin traitant.

Lavez-vous toujours les mains avant de s'occuper de votre bébé.

Ne lèche pas la cuillère ou la tétine avant de la donner à votre enfant, et ne l'embrassez pas si vous êtes enrhumée.

Évitez si possible les lieux publics (centres commerciaux, transports en commun...) en période d'épidémie, car votre enfant risque d'être en contact avec des personnes malades.

D'une façon plus générale, les parents et l'entourage proche de l'enfant sont appelés à se laver systématiquement les mains à l'eau et au savon pendant trente secondes avant de prendre soin du nourrisson. Les personnes qui ont un rhume (et on sait que le rhinovirus a commencé à sévir) doivent impérativement porter un masque chirurgical pour s'occuper d'un enfant de moins de deux ans.

Nous sommes tentés de nous tourner vers les solutions naturelles. Mais attention, lisons bien les notices. Les traitements contenant de l'eucalyptol ou du camphre peuvent entraîner des accidents neurologiques. Ils sont donc contre-indiqués chez les moins de 30 mois. De même, le miel n'est pas recommandé chez les moins de 1 an, en raison des risques de fausses routes (avaler de travers) et d'allergie.

COMMENT DÉSOBSTRUER LE NEZ DE BÉBÉ

La désobstruction rhinopharyngée est un geste que tout parent de bébé doit apprendre à maîtriser car en cas de bronchiolite, ce lavage de nez permet de faciliter la respiration.

DRP pour désobstruction rhinopharyngée : sous ce terme un peu compliqué se cache tout simplement le lavage du nez de bébé. Un geste essentiel en cette période d'épidémie de bronchiolite car c'est ce qui permet de faciliter la respiration et l'alimentation. Cela permet aussi d'éviter une surinfection bactérienne au niveau du nez, de la gorge et des oreilles. Différentes méthodes existent.

LE MOUCHAGE

Commencez toujours par vous laver les mains. Enroulez un coton humidifié de sérum physiologique et introduisez-le dans la narine de bébé. C'est une méthode douce pour le mouchage quotidien mais assez peu efficace en cas de sécrétions importantes.

LE LAVAGE DE NEZ PAR INSTILLATION

Bébé sur le dos, on instille dans la narine quelques gouttes de sérum physiologique ou un spray à base d'eau de mer au moment de l'inspiration, puis on le redresse afin de récupérer les sécrétions. La méthode est peu invasive et assez efficace en cas de rhume mais souvent insuffisante en cas de bronchiolite.

Autre méthode : allongez votre bébé et placez-le sur le côté droit ou gauche. placez la dosette de sérum physiologique à l'entrée de la narine supérieure (c'est-à-dire la narine la plus proche de vous) et appuyez fermement sur la pipette en visant au moins la moitié de la pipette. On recueille ensuite les sécrétions par l'autre narine. Puis tout en tenant de l'autre côté et répétez le geste dans l'autre narine après avoir fait une courte pause.

Un peu invasif et désagréable, mais efficace. Cette technique ne fait néanmoins pas l'unanimité chez les professionnels de santé : certains considèrent en effet que cela entraîne une persistance des sécrétions dans le carrefour aérodigestif.



LE MOUCHE-BÉBÉ PAR ASPIRATION

Le geste consiste à placer dans une narine, puis dans l'autre, une poire ou un mouche-bébé électrique, après avoir fluidifié les sécrétions avec du sérum. Invasif et désagréable, ce geste est cependant redoutablement efficace pour faciliter l'élimination des sécrétions. Mais attention à choisir un embout souple pour ne pas blesser les narines de bébé.

PENSEZ À AÉRER SA CHAMBRE

Parallèlement au nettoyage régulier des voies nasales, on aère quotidiennement la chambre de bébé, qui ne doit pas être surchauffée : 19 °C, c'est la bonne température.

Si l'air est sec on installe un humidificateur ou l'on pose un linge humide sur le radiateur. Enfin, pas de tabac : il est reconnu que la gravité de la bronchiolite est corrélée à la présence d'un fumeur à la maison, a fortiori s'il s'agit de la maman.

POURQUOI LE VIRUS DE LA BRONCHIOLITE NE TOUCHE QUE LES NOURRISSONS ?

Les chercheurs de l'Institut Pasteur ont découvert pourquoi les nourrissons sont la cible privilégiée du virus.

Dans une étude parue dans la revue *Immunity*, des chercheurs de l'Institut Pasteur, de l'hôpital Bicêtre AP-HP et du CNRS rapportent la découverte d'un nouveau groupe de cellules immunitaires de type lymphocytes B, présents uniquement chez les nourrissons, et constituant la cible privilégiée du virus de la bronchiolite. Cette étude explique ainsi pourquoi cette infection des voies respiratoires basses affecte majoritairement les nouveau-nés, d'autant plus sévèrement qu'ils sont jeunes.

ELLE TOUCHE PARTICULIÈREMENT LES BÉBÉS DE MOINS DE 3 MOIS

Première cause de consultation et d'hospitalisation dans les services de pédiatrie période hivernale, la bronchiolite est une infection due au virus respiratoire syncytial (VRS), affectant les voies respiratoires basses. Mais, alors que les adultes ou les enfants de plus de deux ans sont peu touchés par le virus, les nourrissons sont, quant à eux, particulièrement sensibles. Les nouveau-nés de moins de 3 mois sont notamment les plus enclins à développer des bronchiolites très sévères.

Les chercheurs ont donc découvert pourquoi le VRS les touche tout particulièrement. Ils ont identifié un groupe de lymphocytes B, jamais décrits auparavant, présents uniquement chez les très jeunes enfants (moins d'un an) et que le virus VRS infecte préférentiellement.



OBJECTIF : DÉTECTER LES NOURRISSONS À RISQUE DÈS LA NAISSANCE

Les lymphocytes B sont des cellules du système immunitaire. Ils jouent en général un rôle protecteur contre les infections, en produisant des anticorps. Mais les lymphocytes B particuliers découverts par les scientifiques tendent à réduire la réponse au virus, ce qui explique la sévérité accrue de la maladie.

"Notre travail explique les raisons sous-jacentes, longtemps méconnues, de la susceptibilité des nourrissons à la bronchiolite", commente Richard Lo-Man de l'Institut Pasteur.

"En identifiant ces nouveaux lymphocytes B comme biomarqueurs pronostiques de la sévérité de la maladie, il devrait permettre à terme de détecter à la naissance les terrains à risque, et d'aider le corps médical à développer des traitements plus adaptés".

NORD DU BURKINA Au moins 20 morts dans une attaque contre un détachement de gendarmerie

Au moins 19 gendarmes et un civil ont été tués dimanche lors d'une attaque de terroristes présumés contre le détachement de gendarmerie d'Inata, dans le nord du Burkina Faso, ont annoncé l'armée et le gouvernement. Dimanche "vers 05h30 (GMT et locale), le détachement de gendarmerie de Inata (...) a fait l'objet d'une attaque terroriste", a indiqué l'état-major des armées dans un communiqué. "Nous avons comme bilan provisoire 20 décédés, dont un civil", a précisé le ministre de la Sécurité, Maxime Koné, à la radio nationale. Le ministre a affirmé que les gendarmes attaqués "ont résisté et se sont battus avec bravoure" et qu'il y avait "des rescapés qui ont été retrouvés".

"Les opérations sont toujours en cours et le travail de recherche" d'éventuels autres rescapés et des assaillants se poursuivait dimanche soir dans cette "zone particulièrement" vaste, a-t-il ajouté. Selon une source sécuritaire, l'attaque, qui s'est produite dans la province du Soum (région du Sahel), a été menée par "un important nombre d'individus armés" circulant "à bord de plusieurs pick-up et motocyclistes". Il a évoqué "de longs échanges de tirs" entre les assaillants et les gendarmes.

Cette attaque est l'une des plus meurtrières contre les forces de défense et de sécurité burkinabè depuis que le Burkina Faso est confronté aux actions terroristes, qui ont débuté dans ce pays il y a six ans. Une autre attaque a eu lieu dimanche matin, à Kelbo, une autre commune de la même province du Soum, a indiqué le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Ouséni Tamboura.

"Fort heureusement, cette attaque a été repoussée par les soldats, aidés par les Volontaires pour la défense de la patrie" (VDP), des supplétifs civils engagés dans la lutte antiterroriste aux côtés des forces de défense et de sécurité, "sans faire de victimes", a-t-il dit. Un élu local a évoqué des survols d'hélicoptères dans la zone "depuis ce matin", affirmant que la veille "deux civils, notamment des femmes, ont été tués par un engin explosif" dans la province du Soum. Vendredi, sept policiers ont été tués et cinq blessés lors d'une attaque à Alkoma, dans la province voisine du Séno, dans le nord-est du Burkina Faso, selon la direction générale de la police. Le Burkina Faso fait face depuis 2015 à des attaques terroristes régulières et meurtrières, en particulier dans les régions du nord et de l'est, dans la zone dites des "trois frontières", aux confins du Mali et du Niger, deux pays également confrontés aux opérations des terroristes armés.

Les violences, parfois mêlées à des affrontements intercommunautaires, ont fait environ 2.000 morts et contraint 1,4 million de personnes à fuir leur foyer. Mardi, l'opposition burkinabè a exigé des "mesures urgentes" face à la "dégradation de la situation sécuritaire" après la recrudescence des attaques terroristes, menaçant de descendre dans la rue pour réclamer la "démission immédiate du chef de l'Etat", Marc Christian Kabore. Le président Kabore avait mis la lutte contre le terrorisme au coeur de la campagne pour sa réélection pour un deuxième mandat de cinq ans, fin 2020.

AFRIQUE DU SUD-RASD Satisfaction du niveau de coopération et d'amitié

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) et la République d'Afrique du Sud ont exprimé dimanche leur satisfaction du niveau de coopération, de solidarité et d'amitié entre les deux pays.

Dans un communiqué commun sanctionnant la visite de la ministre des Relations internationales et de la Coopération de la République d'Afrique du Sud, Naledi Pandor, dimanche au Sahara Occidental, les deux parties ont exprimé leur satisfaction du niveau de coopération, de solidarité et d'amitié entre les deux pays, basé sur des liens historiques et fraternels.

Le Président de la RASD, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a chargé le ministre sud-africain d'un message de gratitude et de remerciements au Président Cyril Ramaphosa, ainsi qu'au peuple et au gouvernement d'Afrique du Sud, pour "leur rôle crucial dans la consécration de l'unité et de la complémentarité de l'Afrique et dans le recouvrement de la place qui lui sied dans les fora internationaux".

La cheffe de la diplomatie de l'Afrique du Sud, Naledi Pandor, a passé en revue avec son homologue sahraoui, Mohamed Salem Ould Salek, les questions d'intérêt commun aux niveaux bilatéral, continentale et international, affichant une satisfaction du niveau de coopération, de solidarité et d'amitié, basés sur des liens historiques et fraternels entre les deux pays.

Selon le communiqué, Mme Naledi Pandor a invité la RASD et le Maroc, en tant que deux pays membres de l'Union africaine



(UA), à sortir de l'impasse politique actuelle, réunir les conditions d'un retour au cessez-le-feu et parvenir à un règlement juste et durable du conflit, devant aboutir à l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément aux résolutions de l'UA et de l'organisation des Nations Unies et en conformité avec l'Acte constitutif de l'UA, tels qu'énoncés par la 14ème session extraordinaire de l'UA. Après avoir réitéré, dans le communiqué commun, le soutien continu de l'Afrique du Sud au droit "inaliénable" du peuple sahraoui à l'autodétermination, Mme Pandor a affirmé son "inquiétude de rapports faisant état d'une dégradation de la situation des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés", avant de renouveler l'appel de l'Afrique du Sud à "intégrer la question du contrôle des droits

de l'Homme parmi les prérogatives de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (Minurso)".

Les deux ministres ont, d'après le même document, mis l'accent sur "la responsabilité conjointe de l'UA et de l'ONU, en tant que garantes du plan de règlement de 1991, qui avait balisé la voie à une solution pacifique après 16 années de guerre entre les deux parties (ndlr: Maroc-RASD)", avant de souligner que le plan de règlement ONU-UA demeure l'unique cadre légitime et applicable, pour mettre fin à une colonisation du Sahara Occidental qui n'a que trop duré, et qui constitue la dernière colonie en Afrique.

Le Gouvernement et le peuple sahraouis expriment, à travers ce communiqué, "leur reconnais-

sance au gouvernement sud-africain pour son soutien et sa solidarité, continus et de principe, et pour sa défense du droit du peuple sahraoui à l'indépendance et la liberté dans les fora, continentaux et internationaux".

Les deux parties ont également convenu de "la nécessité de renforcer leurs relations bilatérales, sur la base des liens historiques profonds d'amitié et de solidarité les unissant, et confortés par leur lutte contre l'Apartheid et le colonialisme". Elles ont souligné, par ailleurs, leur "volonté de poursuivre et d'approfondir la coordination de leur politique extérieure au niveau régional et international, ainsi que de tenir des concertations régulières".

La visite de la ministre des Relations internationales et de la Coopération de la République d'Afrique du Sud, Naledi Pandor, au Sahara Occidental s'inscrit dans le cadre d'une tournée dans la région, amorcée vendredi par une visite à Alger où elle a rencontré le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. Elle avait saisi l'opportunité de sa présence en Algérie pour souligner la nécessité de consacrer le principe de la liberté pour "tous les peuples d'Afrique, y compris celui du Sahara Occidental".

TUNISIE Manifestation à Tunis contre les décisions du président Saïed de s'arroger les pleins pouvoirs

Des manifestants se sont rassemblés dimanche à proximité du Parlement tunisien pour protester contre les mesures prises par le président Kais Saïed de s'arroger les pleins pouvoirs. Après des mois de blocage politique et en pleine crise socio-économique et sanitaire, M. Saïed a invoqué le 25 juillet un "péril imminent" pour limoger le Premier ministre, suspendre les activités du Parlement et reprendre en main le pouvoir judiciaire.

Les protestataires parmi les participants de la campagne "Citoyens contre le coup d'Etat" et des adhérents du mouvement Ennahdha et de la coalition al-Karama, dont le nombre a été estimé, selon des sources sécuritaires, à quelque 3000 manifestants, ont scandé des slogans appelant au "redémarrage de l'activité parlementaire, au rétablissement de la légalité et à la destitution du président de la République". Des manifestants ont tenté de forcer les barrières de sécurité pour atteindre le Parlement, provoquant une bousculade avec les forces de l'ordre qui les ont empêchés d'y accéder, selon l'agence TAP.

NIGERIA

Le gouvernement nigérian dénonce les allégations d'une ONG américaine à propos du financement du terrorisme

Le gouvernement nigérian a qualifié dimanche de "distraction répugnante" les allégations d'une organisation américaine à but non lucratif selon lesquelles le Nigeria financerait le terrorisme. Ces accusations ont été orchestrées par ceux qui cherchent à affaiblir l'actuelle répression massive contre le terrorisme et le banditisme dans le pays d'Afrique de l'Ouest, a indiqué le gouvernement nigérian.

Dans un communiqué publié dimanche, le ministre nigérian de l'Information et de la Culture, Lai Mohammed, a déclaré que les soi-

diciants du terrorisme (GATE) étaient un groupe agaçant qui devrait être ignoré, notamment parce que ses agissements sont aussi confus qu'irresponsables. D'après les médias, l'ONG a déposé vendredi une demande auprès du bureau du secrétaire d'Etat américain afin que le gouvernement américain désigne certains responsables du gouvernement nigériens comme étant des soutiens du terrorisme, assurant que "sur la base des indices disponibles, ce qui se passe au Nigeria est du terrorisme financé par l'Etat". Cette organisation dénommée GATE ne mérite

même pas l'encre avec laquelle son nom est écrit. Comment une organisation sérieuse peut-elle accuser un gouvernement qui lutte contre les fileaux jumeaux que sont le terrorisme et le banditisme avec une détermination sans pareille de financer le terrorisme ?" a souligné M. Mohammed.

Le ministre a indiqué que cette organisation avait choisi d'attendre que les terroristes se rendent en nombre ou s'enfuient dans toutes les directions, après une nouvelle offensive menée contre eux par l'armée, pour "orchestrer une distraction (...) visant à affaiblir la

lutte contre le terrorisme et le banditisme". Il a fait remarquer que l'organisation GATE s'était fiée aux paroles d'un ancien officier des renseignements de la marine nigérienne largement discrédité et colporteur de fausses informations pour préférer ses allégations absurdes, ce qui prouve le manque de substance desdites accusations. "Dans le combat contre le terrorisme, le Nigeria s'est honorablement efforcé de lutter contre les terroristes nationaux ayant des relations avec les organisations terroristes internationales", a souligné M. Mohammed.

MALI

4 soldats tués et six assaillants abattus dans une attaque terroriste

Quatre soldats maliens ont été tués dimanche dans une attaque terroriste au nord-est de Bamako près de la frontière mauritanienne et six assaillants ont été abattus, a indiqué l'armée nationale sur les réseaux sociaux. Les soldats du poste de Guiré, dans la région de Nara, "ont vigoureusement repoussé une attaque d'un groupe armé terroriste", a dit l'armée. L'armée a fait état de quatre soldats tués et 14 blessés, et de six assaillants abattus.

CRISE MIGRATOIRE POLOGNE-BÉLARUS

Les sanctions de l'UE, "contre-productives" (Minsk)

Les sanctions de l'Union européenne (UE) contre le Bélarus, décidées à cause de la crise migratoire à la frontière avec la Pologne, sont "sans espoir" et "contre-productives", a déclaré Minsk dimanche.

Cette déclaration a été faite par le ministre bélarus des Affaires étrangères Vladimir Makei lors d'un appel téléphonique avec le chef de la diplomatie européenne Joseph Borrell, le premier contact de haut niveau entre Bruxelles et Minsk depuis le début de la crise.

La veille, l'attachée de presse de la présidence Bélarus, Natalya Eismont, avait annoncé à la presse que le Bélarus était toujours prêt à dialoguer avec les responsables politiques de l'UE sur la crise migratoire.

Judi, le ministre alle-

mand des Affaires étrangères, Heiko Maas a jugé qu'il était "grand temps de tirer les conséquences" de la crise des migrants que le Bélarus est accusé d'orchestrer aux frontières de l'Europe, en élargissant les sanctions de l'UE contre Minsk.

Des milliers de migrants du Moyen-Orient campent à la frontière UE-Bélarus, provoquant une impasse dans les relations entre l'UE et les Etats-Unis d'un côté et le Bélarus. Les occidentaux accusent le régime du bélarus d'Alexandre Loukachenko d'avoir délibérément orches-



tré la crise en encourageant les migrants à venir dans ce pays, puis en les acheminant

à la frontière. Le Bélarus rejette les accusations et accuse l'Occident, à son tour.

BULGARIE

Le président sortant en tête des élections présidentielles, selon des sondages sortie des urnes

Le président sortant de Bulgarie, Roumen Radev, affiche une large avance sur les autres candidats au premier tour des élections présidentielles de dimanche, selon des sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote et publiés par la télévision nationale bulgare.

Selon Alpha Research, l'une des principales agences de sondage de Bulgarie dans les domaines social et politique, M. Radev, qui est soutenu par plusieurs partis, devrait obtenir 49,1 % des votes

valides. Selon un autre sondage sortie des urnes mené par Gallup International, M. Radev obtiendrait 49,4 % des voix.

Alpha Research a indiqué que 26,5 % des votes étaient allés à Anastas Gerdjikov, qui est soutenu par le parti GERB. Selon Gallup International, 24,9 % des électeurs auraient voté pour M. Gerdjikov. Les deux sondages ont placé Mustafa Karadayi - leader du Mouvement pour les droits et les libertés - en troisième position, lui attribuant respectivement

des scores de 9,8 % et 8,9 %. Le taux de participation a été de 38,4 % selon Alpha Research et de 36,9 % selon Gallup International. Pour être élu au premier tour, un candidat doit recueillir plus de 50 % des voix, à condition que plus de la moitié des électeurs éligibles aient voté. Les résultats officiels devraient être publiés mardi. Si un second tour est nécessaire pour départager les deux meilleurs candidats, il aura lieu dimanche prochain.

HONGRIE

Le Premier ministre hongrois Orbán réélu à la tête du parti au pouvoir

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a été réélu dimanche avec une écrasante majorité à la présidence du Fidesz, le parti au pouvoir en Hongrie. M. Orbán, qui était le seul candidat en lice, a été réélu pour un mandat de deux ans durant un congrès du Fidesz. Il devra notamment diriger le parti durant les élections législatives du

printemps prochain. "Si nous continuons à gouverner, nous pouvons faire partie des pays les plus développés dans dix ans. Aujourd'hui, la Hongrie est encore un pays émergent. Nous ne pourrions avancer que si nous travaillons de manière plus appliquée, et que nous élevons des enfants plus intelligents que nous", a déclaré le

Premier ministre. "Nous avons encore des problèmes à résoudre : il n'y a pas assez d'enfants, les salaires et les retraites ne sont pas assez élevés, il y a encore des pauvres, tout le monde n'a pas encore de maison", a énuméré M. Orbán en évoquant les défis à relever à l'approche des élections. Le dirigeant hongrois a également évoqué la

montée de l'Orient, en particulier de la Chine, dans l'économie mondiale. "Le poids du monde s'est déplacé vers l'Est. Il y a quinze ans, 85 % des investissements totaux venaient de l'Ouest. Aujourd'hui, 70 % viennent de l'Est", a-t-il affirmé.

M. Orbán est président du Fidesz depuis 2003, et l'a également été de 1993 à 2000.

EQUATEUR

Après le massacre, renforts militaires autour de la prison de Guayaquil

L'armée a renforcé sa présence autour du pénitencier de Guayaquil, dans le sud-ouest de l'Equateur, où aucun nouvel incident n'est intervenu dimanche, au lendemain du massacre de 68 détenus dans de violents affrontements entre gangs rivaux, selon des correspondants de presse.

En soutien à la police, elle aussi présente en grande nombre, les renforts militaires ont été déployés tout autour de la prison, la plus grande du pays. Des dizaines de personnes étaient rassemblées dès le lever du jour devant la prison et la morgue de la police à la recherche d'informations sur leurs proches incarcérés.

"Nous voulons au moins savoir, pour calmer l'anxiété de chaque père, de chaque mère", a déclaré, devant les portes de la prison, une femme à la recherche de nouvelles de son fils. Les autorités ont indiqué avoir mis en place un point de contact au sein du département de la police criminelle pour "aider et accélérer le processus de remise des corps aux proches des PPL (personnes privées de liberté) décédées lors des événements violents survenus au pénitencier du Litoral (Guayas 1)". Dimanche, le directeur de la médecine légale de la police, le colonel Marco Ortiz, a indiqué que 34 corps avaient déjà été identifiés grâce aux empreintes digitales mais que, pour l'heure, 16 autres n'ont pu être en raison de "l'état" dans lesquels ils ont été retrouvés.

Un défenseur de l'environnement fait partie des victimes. Selon des ONG locales, Victor Guayllas avait été arrêté en 2019 pour avoir participé à des manifestations contre la hausse des prix du carburant qui avaient fait 11 morts.

Le vaste complexe carcéral de Guayaquil a été le théâtre vendredi et samedi d'affrontements d'une extrême violence entre gangs rivaux de détenus. A coups d'armes blanches,

d'armes à feu et d'explosifs, des prisonniers ont attaqué, après avoir saboté l'électricité, les occupants du bloc 2, faisant 68 morts et 25 blessés selon le dernier bilan. Les autorités ont dénoncé la "sauvagerie" et la "barbarie" des assaillants, que des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux ont montré s'acharnant, à coups de couteaux et de bâtons, sur des corps entassés et carbonisés dans une cour. Samedi soir, alors que de nouveaux incidents étaient signalés ailleurs dans le pénitencier, près de 900 policiers ont été déployés, dont 500 à l'intérieur même du complexe pénitentiaire pour reprendre le "contrôle" de la situation, selon le porte-parole de la présidence.

La prison de Guayaquil abrite 8.500 détenus, avec une surpopulation de 60%. Elle est divisée en douze quartiers, où sont détenus séparément les membres d'au moins sept organisations criminelles, souvent rivales, ayant des liens avec notamment les cartels mexicains de Sinaloa et Jalisco Nueva Generación.

Le 28 septembre, 119 personnes y avaient été tuées dans les mêmes circonstances, lors du plus grand massacre de l'histoire carcérale de l'Equateur et l'un des pires en Amérique latine. Certains détenus avaient été démembrés, décapités, ou brûlés. Le président Guillermo Lasso avait alors proclamé "l'état d'exception" dans les 65 prisons équatoriennes, promettant le déploiement d'importants renforts militaires. La Cour constitutionnelle avait cependant limité sa durée et interdit que les militaires ne pénétrant à l'intérieur des prisons. Une "lutte pour le leadership", après la sortie de prison la semaine dernière d'un chef de gang, serait à l'origine des nouvelles violences dans le pénitencier de Guayaquil, selon la police. Les violences dans les prisons équatoriennes ont désormais fait plus de 320 morts depuis le début de l'année.

FRANCE

Le procès en appel de l'ex-Premier ministre Fillon s'ouvre à Paris

L'ancien Premier ministre français, François Fillon, sa femme et son ex-suppléant sont jugés en appel à partir de lundi dans l'affaire des soupçons d'emplois fictifs de Penelope Fillon qui a plombé la course à l'Elysée de son époux en 2017.

Ce second procès se tient près d'un an et demi après la condamnation de l'ancien locataire de Matignon pour détournement de fonds publics notamment, à cinq ans d'emprisonnement dont deux ferme, 375.000 euros d'amende et dix ans d'inéligibilité. Il avait aussitôt fait appel. Les trois prévenus sont attendus au palais de justice de Paris à 13h30, pour une première journée consacrée à des questions de procédure. Alors que se prépare un nouveau scrutin présidentiel, la cour d'appel examine jusqu'au 30 novembre un dossier synonyme de naufrage politique. Le Canard enchaîné avait dévoilé le "Penelopegate" le 24 janvier 2017, entraînant l'ouverture d'une enquête. Les révélations s'étaient succédé et le candidat de la droite, chantre de l'intégrité et favori des sondages, avait été mis examen à six semaines du premier tour. Aujourd'hui âgé de 67 ans et retraité, François Fillon devra s'expliquer sur l'emploi de son épouse comme assistante parlementaire entre 1998 et 2013, dans le cadre de trois contrats signés par lui et par celui qui était alors son suppléant, Marc Joulaud. Des prestations rémunérées 613.000 euros nets (plus d'un million d'euros bruts) "fictives ou surévaluées" selon l'accusation, qui considère que les activités de Penelope Fillon relevaient du "rôle social" d'une "conjointe d'homme politique", pas d'une collaboratrice. Son travail était certes "discret", majoritairement oral, mais "essentiel", à toujours clamé son mari.

Le couple est aussi jugé pour l'emploi de leurs deux enfants en tant qu'assistants parlementaires de leur père entre 2005 et 2007 (100.000 euros bruts) ainsi que pour le contrat de Penelope Fillon comme "conseillère littéraire" en 2012 et 2013 à la Revue des deux mondes, propriété de Marc.

ARGENTINE

L'opposition du centre-droit en tête du scrutin législatif (résultats provisoires)

Les candidats de l'opposition du centre-droit en Argentine sont arrivés en tête des élections législatives de mi-mandat organisées dimanche, après le dépouillement de 81 % des votes. L'opposition réunie au sein de la coalition "Ensemble pour le changement" a pu augmenter le nombre de ses députés et sénateurs et pourrait influencer davantage dans l'agenda législatif du gouvernement.

Les résultats provisoires publiés par le ministère de l'Intérieur supposent une situation plus compliquée de la coalition au pouvoir "Le Front de Tous" (centre-gauche) au Congrès avec davantage de difficultés à faire adopter les projets de loi promis aux électeurs sans faire des concessions à l'opposition.

Dimanche, les argentins ont été plus nombreux à se rendre aux urnes en comparaison avec le scrutin de septembre dernier à l'occasion des primaires législatives. Selon le ministère de l'Intérieur, environ 71 % des électeurs se sont déplacés aux bureaux de votes, soit 5 points de plus par rapport aux primaires de septembre.

Plus de 34 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour le renouvellement de la moitié de la Chambre des députés (127 sièges sur les 257 députés de la Chambre) et le tiers du Sénat (27 sièges sur les 72 sénateurs).

L'Argentine retrouve cette année le chemin de la croissance, après trois ans de récession, et un fort impact socio-économique du Covid-19, mais reste confrontée à une inflation galopante (41,8% en 2021), avec plus de 40% de sa population frappée par la pauvreté.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Football /
Eliminatoires de la
Coupe du Monde



Qualifications Coupe
du monde 2022 : sur
quelle chaîne et à
quelle heure suivre
Kazakhstan/France

France 2 21:05

Les temps changent



À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, qui aura lieu le 20 novembre prochain, Faustine Bollaert consacre le premier numéro de son nouveau magazine sociétal à l'enfance abusée, en partant de l'actualité de ces derniers mois et de plusieurs affaires médiatisées. Des hommes et des femmes, qui ont osé un jour briser le silence, ont accepté de témoigner face caméra. Parallèlement, Faustine Bollaert partagera son enquête sur les évolutions de la loi et des mentalités sur ce sujet ô combien grave et encore tabou de l'enfance abusée.

France 3 21:05

Sophie Cross



Claude Lemaire, 54 ans, professeur de français, a été tué après avoir participé à une réunion parents-professeurs. Son corps a été retrouvé par sa compagne Estelle, plus jeune que lui, qui a immédiatement prévenu la police. Alors que Sophie, agressée par un criminel quelque temps plus tôt, doit suivre plusieurs séances de thérapie, ses collègues se rendent chez Sandrine, la femme de Claude Lemaire, pour lui annoncer la nouvelle. La fille adolescente de la victime, présente, réagit avec colère, reprochant à son père d'avoir quitté sa mère.

CANAL+ 21:05

Goodbye



Edward et Grace, en couple depuis 29 ans, mènent une existence en apparence bien réglée à Hope Gap, petit village côtier du Sussex. Mais cette vie ne satisfait plus Edward, qui profite de la venue pendant quelques jours de leur fils Jamie pour annoncer à Grace, après une dispute, qu'il la quitte pour ne plus revenir. Constatant depuis des années une irréconciliable différence de températures, Edward, qui a rencontré une autre femme un an plus tôt, part s'installer avec elle. Grace est effondrée par la soudaineté de ce geste et Jamie se retrouve amené à faire le messager entre ses parents.

6 21:05

Sauver Lisa



Rose Keller, enseignante, vient pour un remplacement dans une école primaire à Saint-Nazaire. Dans la classe, elle remarque Lisa Bertho, 8 ans, une élève particulièrement attachante et sensible. Un jour, Lisa s'endort en classe, épuisée. Rose est intriguée par le comportement et les bleus de la fillette, qu'elle accompagne un soir à son domicile. Le lendemain, Lisa est absente. Rose comprend que Lisa est victime de maltraitance par sa mère Julie et son beau-père. Inquiète, elle s'adresse aux services sociaux pour un signalement et se heurte à la directrice de l'école.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2462

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

Two Samourai-Sudoku puzzles with a grid of numbers and empty cells.



"Le seul charme du passé, c'est qu'il est le passé."

Oscar Wilde

Mots croisés n°2442

- 1 - Mauvais peintre
 - 2 - Immense tendresse - Bière populaire
 - 3 - Mettait en mémoire - Pot pour le chimiste
 - 4 - Frappa du sabot - Etoiles de mer
 - 5 - Oiseau sacré d'Egypte - Composants sanguins
 - 6 - Solution - Unie
 - 7 - Les premières venues - Disciple
 - 8 - Travailla sur le métier - Quatre saisons
 - 9 - Coordination - Persiflage
 - 10 - Alcool de riz - Ne reconnaît pas - Hémième s'il est sauvage
- Horizontalement :
- A - Constructions révolutionnaires
 - B - Ramolli - Tantale en formule
 - C - Eructaient
 - D - Ingurgitée - Irlande chez elle
 - E - Enjoliva - Montagne espagnole
 - F - Criminel endurci
 - G - Parodier - Baba pour ses intimes
 - H - Jeu de hasard - Largeur de papier
 - I - Déchiffre - Passage étroit
 - J - Évaluée - Bruit de caisse
 - K - Trop souvent employées - Inutile
 - L - Filets - Embarrassée

Crossword puzzle grid with letters A-L and numbers 1-10.



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1162

Grid for crossword puzzle n°1162 with clues and solutions. Clues include 'associé', 'minette', 'repaire', 'tyran', 'renforts de sabots', 'endosser', 'canal de salin', etc. Solutions are provided in the grid cells.

Solution

Sudoku n°2462

Two 9x9 Sudoku grids. The top one is a 4x4 grid with numbers 1-4, and the bottom one is a standard 9x9 grid with numbers 1-9.

Mots Croisés n°2462

10x10 grid for crossword puzzle n°2462. The grid contains words: BARBOUILLEUR, AMOUR MOUSSE, RETENAITE, RUASTERIES, IBISSERUMS, CLEMARIEEG, AINEESAELEVE, DTISSALAN, ETRAILLERIE, SAKENI EAN.

Grille géante n°1162

Large 10x10 grid for crossword puzzle n°1162. The grid contains words: PALIETRE, CHANTRE, HONTE, ANNE, DES, FERS, REN, NI, MARIETRE, HONTE, ANNE, DES, FERS, REN, NI, INDI, ANN, DIV, DRE, GEL, VAM, VV, VO, VO, OR, AN, T.

PROGRAMME DES COURS AVANCÉS EN MANAGEMENT DU SPORT Le COA honore les nouveaux diplômés

Le Comité olympique et sportif algérien (COA) a honoré lundi à son siège, les nouveaux diplômés du programme des cours avancés en management du sport, élaboré par la commission de la solidarité olympique du Comité olympique international (CIO).

Les 16 lauréats dont la formation a débuté en 2019, ont été honorés lors d'une cérémonie en présence du président du COA, Abderrahmane Hammad, de son secrétaire général Khireddine Barbari, du directeur du programme des cours avancés en management du sport, Abdelghani Boughensa, et de plusieurs acteurs du mouvement sportif.

L'objectif de ce programme est de développer les connaissances techniques de nos cadres et améliorer leur niveau de structuration pour l'élaboration de stratégies et l'amélioration de la gestion des ressources humaines et financières, grâce au marketing et la promotion", a déclaré Abderrahmane Hammad, assurant que son instance mettra à disposition tous les moyens nécessaires pour offrir des formations adéquates aux techniciens et sportifs, afin d'atteindre les objectifs tracés. "La maîtrise



de chacun de ces éléments, nous mènera au professionnalisme dans l'organisation des grands événements sportifs à travers une bonne gouvernance, qui contribue à améliorer le mouvement sportif", a-t-il ajouté.

De son côté, le directeur du programme des cours avancés en management du sport, Abdelghani Boughensa, a indiqué que cette formation s'appuie sur plusieurs axes dont la structuration et la gestion straté-

giques des organisations sportives, la gestion des ressources humaines, financières et le marketing, ainsi que l'organisation des grands événements sportifs.

Concernant l'encadrement dont ont bénéficié les participants à cette formation, Boughensa a fait savoir que ce programme a été encadré par une sélection de professeurs issus de diverses Ecoles supérieures et centres universitaires.

La valeur ajoutée au sport national à travers ce programme est de mettre le

manager sportif dans le confort en acquérant des connaissances sur le terrain, qui lui permettront de contrôler la situation sans difficultés, ajoutant que les bénéficiaires de ce programme du CIO pourront s'inscrire pour un Master en Europe.

Selon les organisateurs, une deuxième session de formation débutera en février 2022 avec plus de participants et dont les conditions d'inscriptions seront déterminées ultérieurement. Liste des diplômés de la 1ère session du programme des cours avancés en management du sport :

Chaouki Abdelhamid, Zahra Bouziane, Saïd Iberghrachen, Mourad Meziane, Belaid Kerbi, Mourad Slatni, Yacine Billel, Mohamed Amine Bouzid, Achour Chiker, Abdelhakim Krinaa, Salima Souakri, Djaafar Benzerouk, Nedjma Deradji, Ismahane Hamna, Hafida Chaouch et Kazila Belaid.

JEUX D'ECHECS CHAMPIONNAT D'ALGERIE PAR ÉQUIPES SENIORS DAMES L'AS Sûreté nationale remporte le trophée à Alger



L'équipe de l'AS Sûreté nationale a été sacrée championne d'Algérie par équipes de division 1 seniors dames des jeux d'échecs, clôturé, samedi soir, à la bibliothèque de Mohammadia (Alger).

L'équipe de l'AS Sûreté nationale s'est imposée avec un total de 14 points, remportant sept victoires durant les 7 rondes à l'issue d'une "course-poursuite" avec le club NB Mohammadia (Alger) et le Club Echecs (Constantine), qui terminent respectivement deuxième et troisième avec 12 et 8 points.

De l'avis des organisateurs et des spécialistes, ce championnat d'Algérie par équipes a tenu toutes ses promesses en termes d'organisation et le niveau technique a été jugé "appréciable" avec des parties passionnantes, selon l'arbitre principale du tournoi, Rayane Aïmar.

Cette manifestation sportive de trois jours, organisée par la ligue d'Alger des échecs en collaboration avec la fédération algérienne de la discipline, a regroupé 40 échéphiles représentant huit clubs de la division une, rappelle-t-on.

AVIRON - TÊTE DE RIVIÈRE DE CAEN Victoire de l'Algérien Sid Ali Boudina en 22:28"

Le rameur algérien Sid Ali Boudina a remporté la prestigieuse épreuve d'aviron "Tête de Rivière de Caen", disputée dimanche en France, avec un chrono de 22 minutes et 28 secondes, considéré comme un nouveau record du bassin.

La compétition (poids léger), a été disputée sur une distance de six kilomé-

tres et a été marquée par la participation de certains parmi les actuels rameurs français, ce qui n'a pas empêché Boudina de s'imposer haut la main" a tenu à préciser la fédération algérienne dans un bref communiqué.

Selon la même source, "Boudina a participé à cette compétition avec l'in-

tention de préparer d'autres échéances internationales, auxquelles il compte participer prochainement". En effet, l'international algérien, qui avait participé aux Jeux Olympiques Tokyo, espère progresser davantage en côtoyant le haut niveau. Ce qui lui permettra d'obtenir de meilleurs résultats à l'avenir.

CYCLISME

FESTIVAL ARABE 2021 (SUR ROUTE)

Deux nouvelles médailles pour l'Algérie, dont une en or

La sélection algérienne de cyclisme a amélioré de deux médailles sa moisson au Festival arabe actuellement en cours en Egypte, et compte désormais un total provisoire de quatre unités : 3 or, 1 argent et 1 bronze.

Ces deux nouvelles breloques (1 or et 1 bronze) ont été décrochées respectivement par les cadets, au contre la montre "par équipes" et par Aymen Djaber, au contre la montre individuel du Para-cyclisme.

Dimanche, lors de la première journée de compétition, la

sélection algérienne avait d'emblé récolté deux médailles d'or, par les sélections juniors (messieurs et dames).

La moisson algérienne à ce Festival arabe pourrait être bonifiée dès ce lundi après-midi, avec le Groupe "Elite/Messieurs", qui sera engagé dans le contre la montre "par équipes". La compétition, abritée par la capitale égyptienne, s'y poursuivra jusqu'au 25 novembre courant, et comportera plusieurs autres épreuves à son menu.

CONTRE LA MONTRE "PAR ÉQUIPES" DES JUNIORS (MESSIEURS) Les algériens en argent

La sélection algérienne juniors (messieurs) de cyclisme a pris la deuxième place au Contre la montre "par équipes" du Festival arabe 2021 qui se poursuit en Egypte.

La course, disputée sur une distance de 36 kilomètres, a été remportée par les Emirats arabes unis, en une heure, huit secondes et quatre-vingt-treize centièmes, devant l'Algérie, ayant réalisé le même chrono, alors que l'Egypte a complété le podium, en une heure, une minute, cinquante-

trois secondes et quarante-six centièmes. La sélection algérienne était composée d'un quatuor comportant Ayoub Ferkous, Khaled Mansouri, Abdelkrim Ferkous et Salah-Eddine Al-Ayoubi Cherki.

Un peu plus tôt dans la matinée, la sélection algérienne (dames) avait décroché l'or dans l'épreuve féminine de cette spécialité (ndlr : le contre la montre par équipes).

Elle avait bouclé les 36 kilomètres en 51 minutes, 43 secondes et 37 cen-

tièmes, devant la sélection des Emirats arabes unis, entrée en deuxième position, avec un chrono de 58 minutes, 38 secondes et 17 centièmes. La sélection nationale (dames) était composée d'un quatuor comportant Nesrine Houli, Chahra Azzouz, Hanine Belatrous et Yamna Bouyagour.

La compétition, abritée par la capitale égyptienne, s'y poursuivra jusqu'au 25 novembre courant, et comportera plusieurs autres épreuves à son menu.

ATHLÉTISME CHAMPIONNAT DE FRANCE DE CROSS COUNTRY L'Algérienne Nawel Yahy en argent

L'Algérienne Nawel Yahy a décroché la médaille d'argent au Championnat de France de Cross-court, clôturé dimanche après-midi à l'Hippodrome de Montauban.

Yahy a bouclé la distance en 16 minutes et 57 secondes, soit à quinze secondes de la gagnante, Siham Hilali, socié-

taire du club Romilly Sport (16'33"), au moment où Alexa Lemitre, du club Eclat Albi, a complété le podium en 16'57". La compétition s'est déroulée du 12 au 14 novembre à l'Hippodrome de Montauban, et la finale du Cross-court a été marquée par la participation de 250 athlètes.

**MONDIAL-2022 (ELIMINATOIRES/ GR.A)
ALGÉRIE - BURKINA FASO**

2000 policiers mobilisés pour la sécurisation de la rencontre

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a indiqué, lundi dans un communiqué, avoir mobilisé 2000 policiers à la veille du match retour des éliminatoires qualificatives de la dernière journée à la Coupe du monde de football 2022, entre la sélection nationale de football et son homologue burkinabée, prévu mardi au stade Mustapha Tchaker de Blida.

La DGSN a mis en place "toutes les mesures nécessaires pour la réussite de ce rendez-vous sportif important à travers la mobilisation des patrouilles de police motorisées et pédestres pour veiller à la sécurité routière et à la protection des personnes et de leurs biens pendant et après ce match", précise le communiqué. Les services de la Sûreté nationale veillent aussi à "la fluidité routière au niveau de toutes les voies menant au stade du chahid Mustapha Tchaker à Blida et son périmètre, ainsi qu'à travers les gares routières et ferroviaires, ainsi qu'à la sécurisation des espaces de stationnement des véhicules". La DGSN a appelé "les supporters à respecter et scrupuleusement les mesures du protocole sanitaire en présentant le ticket avec le passe sanitaire ainsi que la carte d'identité pour accéder au stade".



**MONDIAL 2022 (QUALIFICATIONS AFRIQUE)
Six sélections sur 10 qualifiées pour les barrages**

Après le Sénégal et le Maroc le mois dernier, le Mali jeudi et l'Egypte vendredi, la journée de dimanche a permis de connaître deux nouvelles sélections qualifiées pour les barrages des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 en Zone Afrique.

La RD Congo, avec une victoire sur le score de 2 à 0 contre le Bénin et le Ghana (1-0) face à l'Afrique du Sud, ont remporté la "finale" dans leur groupe respectif et validé leur présence pour la dernière étape avant le Qatar, qui sera au programme

en mars. L'Algérie et le Burkina Faso (groupe A), la Tunisie, la Guinée Equatoriale et la Zambie (groupe B), le Nigeria et le Cap Vert (groupe C), la Côte d'Ivoire et le Cameroun (groupe D) se disputeront les quatre billets restants mardi.

**TOURNOI DE L'UNAF U20 (4^E JOURNÉE)
Défaite de l'Algérie face à la Mauritanie (2-1)**



La sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) s'est inclinée face à son homologue mauritanienne sur le score de 1 à 2 (mi-temps: 1-1), en match comptant pour la 4e et avant dernière journée tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF), disputé lundi à Tunis. Les Algériens ont ouvert le score par Joras Rahou (2e), alors que les Mauritaniens ont égalisé sur un penalty transformé par Mohamed Ali Diadie (45e+1e), avant de prendre l'avantage par Ely Housseinou Sy (87e).

C'est la troisième défaite de l'Algérie dans le tournoi, après celles concédées face à la Tunisie (2-3) et l'Egypte (0-1), contre une victoire devant la Libye (1-0). A l'issue de cette nouvelle défaite, l'Algérie qui sera exempte de la 5e et dernière journée, prévue mercredi, termine à la quatrième place avec trois points, alors que la Mauritanie (4 pts) remonte au 3e rang du classement.

Dans l'autre match de cette 4e

journée, la Tunisie a battu la Libye (4-0) et revient à deux points de l'Egypte, exempte de cette journée. A la faveur de cette victoire, les Tunisiens seront au rendez-vous mercredi dans une véritable "finale" face à l'Egypte, pour le titre de la compétition. Pour rappel, il s'agit de la première sortie officielle des U20 algériens, quatre mois après leur défaite en finale de la Coupe arabe, disputée en juillet dernier en Egypte.

Les coéquipiers de Dehilis Rayane (O. Marseille/ France) s'étaient inclinés en finale (2-1) face à l'Arabie saoudite, au stade de la Défense-Aérienne (Le Caire).

Le point après la 4e journée

Le point du tournoi de l'UNAF nord-africaine de football (UNAF), catégorie des moins de 20 ans (U20), après les matchs de la quatrième journée, disputés lundi à Tunis :

Tunisie - Libye 4-0
Mauritanie - Algérie 2-1
Egypte : exempte

Classement :	Pts	J
1). Egypte	9	3
2). Tunisie	7	3
3). Mauritanie	4	3
4). Algérie	3	4
5). Libye	0	3

Déjà à jouées :		
Tunisie - Algérie	3-2	
Egypte - Libye	2-1	
Tunisie - Mauritanie	1-1	
Algérie - Egypte	0-1	
Egypte - Mauritanie	2-1	
Libye - Algérie	0-1	

Reste à jouer / 5e et dernière journée (Mercredi, 17 novembre) :
Stade d'Ariana : Tunisie - Egypte 14h00
Stade du Kram : Mauritanie - Libye 14h00
Algérie : exempte
NB : Le premier de ce mini-championnat sera déclaré champion.

**JS SAOURA
Homologation du stade du "20 Aout 1955" par la CAF (club)**

La Confédération africaine de football (CAF) a officiellement homologué le stade du "20 août 1955" de Béchar, a appris l'APS lundi auprès de la JS Saoura (Ligue 1 de football). "La CAF a officiellement homologué le stade du 20 Aout 1955, où est domiciliée la JS Saoura qui pourra désormais accueillir ses adversaires, en compétitions africaines", a annoncé le responsable de la communication de la JSS, Abdelwahab Hoccini.

Cette homologation de la CAF intervient après celle de la Fédération algérienne de football (FAF), et après la récente visite d'inspection effectuée à cette infrastructure par le président et les membres de la commission mixte (ministère de la Jeunesse et des Sports et FAF), chargée de l'examen et du suivi du professionnalisme dans le pays. "Notre club pourra après une visite d'inspection à ce stade d'une délégation d'experts de la CAF, recevoir les Ghanéens de Heart of Oak le 5 décembre prochain au stade 20 août pour le compte du second tour "bis" de la Coupe de la confédération de football, a souligné Hoccini.

Cette infrastructure sportive a fait l'objet de plusieurs réalisations et équipements modernes pour être au diapason des critères et exigences de la FAF, de la CAF et de la FIFA, et ce grâce aux efforts des autorités locales de la wilaya et de plusieurs secteurs d'activités à l'instar de celui de la jeunesse et des sports, a rappelé le même responsable.

**RC RELIZANE
Les joueurs mettent fin à leur grève**

Les joueurs du RC Relizane ont repris l'entraînement après une grève de cinq jours pour réclamer la régularisation de leur situation financière, a-t-on appris lundi de la direction de ce club de Ligue 1 de football. Cette reprise, qui intervient avant la réception du MC Alger samedi prochain dans le cadre de la quatrième journée du championnat, a été décidée après la réunion ayant regroupé le président du club sportif amateur (CSA), Abdelfettah Benzineb, et les joueurs, au cours de laquelle il leur a promis de leur payer "une partie de leur dû" avant le prochain match. Cependant, pour cette séance de la reprise, l'entraîneur Lyamine Bougherra s'est retrouvé avec seulement 12 éléments, ce qui n'est pas fait pour arranger ses affaires, déplore-t-on de même source. Dans une récente déclaration à l'APS, l'ancien gardien de but international s'était plaint de la situation prévalant au "Rapid" qu'il avait rejoint en juillet dernier contribuant grandement dans son maintien parmi l'élite.

Le coach, qui a renouvelé son contrat au cours de l'intersaison, n'a pas écarté l'éventualité de rendre le tablier si les affaires du club ne venaient pas à s'améliorer, a-t-il prévenu.

Il a, en outre, exhorté les dirigeants pour qualifier ses nouvelles recrues, au nombre de huit. Un dossier non encore réglé, a-t-on indiqué du côté de la direction relizanaise. Après trois journées de championnat, le RCR s'est contenté d'une seule victoire contre deux défaites, dont une sur le terrain de la JS Saoura (6-0), un match que les Vert et Blanc ont disputé avec leur équipe réserve, celle première l'ayant boudé à cause du même problème d'argent, rappelle-t-on.

**COUPE ARABE FIFA 2021 (PRÉPARATION)
La rencontre sélection A'-Soudan du Sud annulée (FAF)**

La rencontre en amical devant opposer l'équipe nationale de football A' face à son homologue du Soudan du Sud, prévue lundi à Dubaï (Emirats arabes unis), a été annulée pour des raisons administratives, a annoncé lundi la Fédération algérienne (FAF) sur son compte twitter.

"La deuxième rencontre de la sélection A' a été annulée à cause du retard enregistré par l'équipe Sud-Soudan dans l'obtention des visas d'entrée aux Emirats arabes unis.", précise la même source. Lors de la première rencontre disputée vendredi dernier à Dubaï, la sélection algérienne des joueurs locaux (A') s'était inclinée (2-1) contre la Nouvelle-Zélande, dans le cadre dans son stage de préparation pour la Coupe arabe Fifa 2021, prévue au Qatar du 30 novembre au 18 décembre. C'est le quatrième stage depuis la nomi-

nation de Bougherra à la tête de la sélection A', après ceux organisés en juin, août, et octobre, ponctués par des matchs amicaux face au Liberia à Oran (5-1), la Syrie (2-1) et le Burundi (3-0) à Doha, et récemment devant le Bénin à Alger (3-1). L'équipe A' devrait effectuer un stage précompétitif à Doha à partir du 24 novembre, soit quelques jours avant son entrée en lice en Coupe arabe, le mercredi 1er décembre face au Soudan, au stade Ahmed-Ben Ali à Doha (11h00 algériennes). Les Algériens enchaîneront contre le Liban, le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub (14h00), puis l'Egypte, le mardi 7 décembre, toujours au stade Al-Janoub (20h00). Outre la prochaine Coupe arabe de la Fifa, la sélection algérienne A' prépare également le Championnat d'Afrique des nations (CHAN), prévu en 2023 en Algérie.

Luka Jovic intéresse deux clubs italiens

un contrat de longue durée avec le Real Madrid, l'attaquant Luka Jovic devrait changer d'air lors du prochain mercato d'hiver. Peu utilisé par Carlo Ancelotti, l'international serbe a été placé sur la liste des transferts par ses dirigeants. Concernant son avenir, son nom a plusieurs fois circulé en Angleterre, mais c'est en Italie que les choses pourraient bouger. Selon les informations du quotidien Mundo Deportivo, deux clubs de Serie A lui feraient les yeux doux.

Il s'agit du Milan AC et de la Fiorentina. Estimé à 20 millions d'euros, les dirigeants Merengues seraient disposés à faciliter son départ en acceptant une éventuelle offre sous forme de prêt assorti d'une option d'achat.



L'EUROPE S'ARRACHE MOHAMED-ALI CHO

Sous contrat jusqu'en 2023 avec Angers, Mohamed-Ali Cho intéresse de nombreux clubs européens, à l'image de l'Atlético Madrid et Chelsea. L'AC Milan vient de s'ajouter dans la course pour le jeune attaquant français selon L'Équipe.

International espoir français (5 sélections) à seulement 17 ans, Mohamed-Ali Cho bénéficie d'une belle cote sur le marché des transferts. Selon les informations du journal L'Équipe, l'attaquant d'Angers, titulaire en Ligue 1, intéresse désormais l'AC Milan, qui a envoyé un émissaire jeudi soir à Grenoble, au stade des Alpes, où se déroulait la rencontre entre la France Espoirs et l'Arménie Espoirs (7-0). Entré en cours de rencontre, l'ancien joueur d'Everton a foulé la pelouse une petite trentaine de minutes.

Lié au SCO jusqu'en 2023, Mohamed-Ali Cho a aussi été associé à l'Atlético Madrid, Chelsea ou encore Salzbourg ces derniers mois et un transfert l'été prochain n'est pas à exclure, glisse le quotidien sportif. Dans ce sens, le principal intéressé s'est récemment entouré de Philippe Veber, un avocat désormais chargé de gérer son avenir.

LINGARD 3 CLUBS EN COURSE POUR LE RECRUTER

Jesse Lingard intéresserait trois clubs pour cet hiver.

Alors que son contrat se termine en juin prochain, Jesse Lingard pourrait quitter Manchester United lors du prochain mercato d'hiver. Le milieu de terrain offensif de 28 ans disposerait d'un bon de sortie en échange d'un chèque de 15 millions d'euros. Concernant son avenir, l'international anglais serait visé par trois clubs de Premier League. Il s'agit de Southampton, West Ham et Newcastle. Cette saison, le natif de Warrington a inscrit deux buts et délivré une passe décisive en huit apparitions sous le maillot des Red Devils.



JONES ÉVOQUE CES MOIS «D'ENFER»

Phil Jones va-t-il enfin aller mieux ? Le joueur de 29 ans de Manchester United, plombé par les blessures, évoque ces derniers mois «d'enfer» sans langue de bois.

« J'ai traversé un véritable enfer ces deux dernières années. Mais heureusement, je commence à voir la lumière au bout du tunnel maintenant. J'ai repris l'entraînement, joué quelques matchs à huis clos et je me sens vraiment bien », a-t-il déclaré sur le site officiel du club.

Juve : Rabiot dément les rumeurs

Critiqué en Italie, le milieu de la Juventus Turin Adrien Rabiot (26 ans, 8 matchs en Serie A cette saison) est annoncé sur le départ. Pour des raisons sportives et économiques, la Vieille Dame souhaiterait se séparer du Français convoité par Newcastle (voir la brève du mercredi 10/11). C'est du moins la version de la presse transalpine, différente de celle du Bianconero sous contrat jusqu'en 2023. « Si je suis heureux à Turin ? Oui, a répondu Rabiot, à qui l'émission Téléfoot a demandé s'il se projetait à la Juve. Bien sûr. » Apparemment, l'ancien joueur du Paris Saint-Germain n'a pas prévu de bouger cet hiver.

Van de Beek attend du changement

Peu utilisé par Ole Gunnar Solskjaer, Donny van de Beek (24 ans, 2 apparitions en Premier League cette saison) s'impatiente. Le milieu de Manchester United adore le club mancunien et se montre irréprochable à l'entraînement. Mais d'après le journaliste italien Fabrizio Romano, le Néerlandais reste dans l'idée de partir cet hiver si sa situation n'évolue pas. Pendant ce temps-là, Newcastle, le Milan AC ou encore le FC Barcelone sont cités parmi les formations à l'affût.

Une nouvelle piste pour Lorenzo Insigne

Lorenzo Insigne pourrait quitter l'Europe dans les prochains mois. Une nouvelle piste pour Lorenzo Insigne Sous contrat avec le Napoli jusqu'en juin 2022, Lorenzo Insigne pourrait quitter sa formation dans les prochains mois.

En effet, le joueur a bien reçu une offre de prolongation de contrat, mais ne semble pas satisfait, comme l'a indiqué son agent Vincenzo Piscane. « Il est en fin de contrat en juin 2022. Naples nous a proposé un nouveau contrat avec un salaire en baisse de 50% et Lorenzo a été surpris par cette proposition. Nous sommes en

pour parler et nous verrons. » Plusieurs formations auraient déjà un œil sur sa situation, comme l'Inter Milan, le Paris Saint Germain, mais aussi une franchise de Major League Soccer ! En effet, si l'on en croit la Repubblica, Toronto aurait aussi transmis une première offre à l'agent d'Insigne.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE- EMIRATS ARABES UNIS

M. Benabderrahmane achève sa visite à Dubai

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a achevé, dimanche soir, sa visite officielle à Dubai (Emirats arabes unis).

Représentant la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre a pris part à la cérémonie d'ouverture de la 17^e session du Salon aéronautique de Dubai (Dubai Air Show 2021). Il a été reçu, lors de la cérémonie d'ouverture, par Cheikh Mohammed Ben Rachid Al Maktoum, Vice-président des Emirats arabes unis, Premier ministre, ministre de la défense et gouverneur de Dubai. Ensuite, M. Benabderrahmane s'est rendu à "Expo 2020 Dubai" pour superviser la cérémonie de la célébration de la Journée nationale d'Algérie organisée à l'occasion de cette manifestation mondiale. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Benabderrahmane s'est félicité de la participation de l'Algérie à "Expo 2020 Dubai", considérant que le pavillon national se veut "une image qui exprime la vision prospective de l'Algérie". Il a saisi cette occasion pour appeler "à la conjugaison des efforts pour créer des solutions innovantes en vue de construire un avenir prometteur, ou tout un chacun aura sa place et sa part de croissance espérées", a affirmé M. Benabderrahmane.



Evoquant les relations économiques "riches et diversifiées" avec les Emirats arabes unis, M. Benabderrahmane a mis en avant "la détermination des deux

parties à leur consolidation, notamment en matière d'investissement.

Dans le cadre de la célébration de la Journée nationale d'Algérie à Expo 2020 Dubai, le Premier ministre a effectué en compagnie du représentant du commissaire général d'Expo 2020 Dubai, une tournée au pavillon algérien où il a salué les efforts et le rôle des membres de la communauté algérienne aux Emirats dans la présentation d'une image

positive de l'Algérie et de sa culture à l'étranger. Au terme de sa visite, le Premier ministre a signé le Registre d'Or de l'Expo 2020 Dubai.

Le Premier ministre était accompagné d'une délégation ministérielle composée des ministres de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal, du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, et du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi.

PRÉSIDENTE

La Présidence de la République lance son nouveau site électronique

La Présidence de la République a lancé, lundi, son nouveau site électronique "el-mouradia.dz" qui met en avant les activités du président de la République et permet de consulter ses récents discours. Le site électronique permet de consulter l'agenda du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ses rencontres, visites, tweets et discours, ainsi que les communiqués émanant de la Présidence de la République. Le nouveau site offre un aperçu sur les textes constitutifs de la République algérienne, les symboles de l'Etat et la biographie du Président depuis son installation jusqu'à sa dernière activité. Il présente également les prérogatives,

l'organisation et les activités de la Présidence de la République, en sus des instances consultatives, des conseillers du président et des dossiers récents relatifs aux réunions du Conseil des ministres. Tout visiteur du site peut désormais prendre connaissance des activités les plus récentes de la Présidence directement via son email ou à travers les réseaux sociaux, Twitter, Facebook et Youtube. L'option de recherche sur le site permet d'accéder facilement à l'information. Le nouveau site adopte une politique de confidentialité visant à aider les visiteurs à comprendre la nature des informations collectées depuis leurs appareils.

CYBERSÉCURITÉ

L'Algérie abrite le Premier Module de Haut Niveau de la 12^e session de formation du Collège "5+5 Défense" (MDN)

L'Algérie abrite les 15 et 16 novembre en cours, le Premier Module de Haut Niveau de la 12^e session de formation du Collège "5+5 Défense" sous le thème "La question cybersécurité" organisé par le Département Emploi-Préparation de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) au niveau du Cercle national de l'Armée à Alger, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Dans le cadre du Plan d'Action de l'Initiative «5+5 Défense» au titre de l'année 2021, l'Algérie abrite les 15 et 16 novembre 2021, au niveau du Cercle national de l'Armée, le Premier Module de Haut Niveau de la 12^e session de formation du Collège «5+5 Défense», sous le thème "La question cybersécurité dans l'espace 5+5", organisé par le Département Emploi-Préparation de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire", affirme la même source.

L'ouverture des travaux de ce

Module, à laquelle ont pris part des officiers généraux et des cadres du ministère de la Défense nationale en plus de spécialistes et chercheurs universitaires, a été supervisée par le Général-Major Hasnat Belkacem, chef du département Emploi-Préparation/EM-ANP par intérim, qui a souligné dans son allocution d'ouverture que l'organisation de ce Module revêt une très grande importance, notamment au regard de la recrudescence actuelle des cyberattaques d'un côté, leur développement rapide et la difficulté d'identifier les parties qui les commettent d'un autre, ce qui constitue un défi de taille pour nos Forces Armées, auquel nous devons faire face afin de garantir la protection et la sécurisation des systèmes opérationnels contre les différentes menaces et dangers cybernétiques que connaît le monde", ajoute le communiqué du MDN.

Cette session de formation qui

se déroule en Algérie sous forme de conférences, animées par des cadres algériens militaires et civils, spécialistes dans la cybersécurité et la cyber-défense, et qui regroupe les représentants des pays membres de l'initiative «5+5 Défense», souligne le communiqué, "mettra la lumière sur des sujets techniques et opérationnels, à l'instar des mécanismes de coopération et de coordination entre les pays de la région pour une prise en charge conjointe des défis soulevés par la cybersécurité et des enjeux d'une concrétisation effective d'organismes juridiques cohérent et adapté au domaine de la cybersécurité".

"Cette occasion permettra également de mettre en exergue les capacités et les expertises opérationnelles de notre pays et de renforcer l'échange de connaissances et le partage d'expériences dans le domaine cybernétique entre les armées des pays membres", note la même source.

ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD

Volonté commune de renforcer la tradition de concertation à tous les niveaux

L'Algérie et l'Afrique du Sud ont convenu de renforcer la tradition de coordination et de concertation à tous les niveaux afin de préserver la convergence des vues entre les deux pays sur les questions d'intérêt commun, indique un communiqué conjoint publié dimanche, à l'occasion de la visite à Alger de la ministre sud-africaine des Relations internationales et de la Coopération, Naledi Pandor.

Lors des entretiens qu'a eus Mme Pandor avec le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, les deux parties "ont finalement convenu d'approfondir la tradition de coordination et de concertation à tous les niveaux afin de préserver la convergence de leurs points de vue, analyses et positions de principe sur les questions d'intérêt commun", souligne le communiqué. La visite effectuée par Mme Pandor, à l'invitation de Lamamra, "a offert une occasion inestimable de réaffirmer le caractère stratégique des excellentes relations entre les deux pays et d'examiner les voies et moyens de renforcer davantage la coopération bilatérale dans divers domaines en s'appuyant sur les liens forts d'amitié, de solidarité et de soutien mutuel qui existent depuis longtemps", précise le texte.

A cet égard, les deux ministres "ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité et la profondeur des relations bilatérales ancrées dans la lutte commune des peuples algérien et sud-africain contre le colonialisme et l'apartheid". Ils ont noté "la dynamique positive et les consultations politiques régulières et exprimé leur volonté de renforcer davantage la coopération économique entre les pays", note le communiqué "A cet effet, et afin d'encourager les relations commerciales et d'investissement, les deux ministres ont convenu de charger leurs fonctionnaires respectifs de revoir les accords actuels structurant la coopération économique, de finaliser tous les projets d'accords à l'étude et d'encourager davantage d'interactions entre les milieux d'affaires des deux côtés", d'après la même source. Alger et Pretoria ont, en outre, "souligné l'importance stratégique de la Commission binationale de coopération (BNC), coprésidée par les chefs d'Etat des deux pays, et ont convenu de démarrer rapidement le processus préparatoire pour assurer une préparation optimale de la 7^e session de la BNC qui se tiendra à Pretoria l'année prochaine", ajoute le communiqué conjoint.

Solutions africaines aux problèmes africains

Concernant la situation en Afrique, M. Lamamra et Mme Pandor ont souligné "l'impératif de respecter le principe des solutions africaines aux problèmes africains en ce qui concerne les efforts visant à prévenir, gérer et

résoudre les conflits et les crises sur le continent", indique le communiqué.

Ils se sont engagés à intensifier leurs efforts conjoints au sein de l'Union africaine (UA) et des Nations unies pour promouvoir les intérêts de l'Afrique et faire avancer ses programmes phares, notamment en termes de silence des armes et de réalisation de l'Agenda 2063, poursuit la même source. Ils ont, en outre, réaffirmé leur engagement commun en faveur de l'unité de l'Union africaine conformément aux principes et objectifs inscrits dans l'Acte constitutif de l'UA, exprimant ainsi le besoin urgent d'agir afin d'éviter tout facteur susceptible de mettre en péril l'unité de l'Organisation continentale, selon le document.

Sur le plan international, Lamamra et Pandor ont réaffirmé l'importance de renforcer le rôle de chef de file des Nations unies dans la coordination des réponses internationales aux défis mondiaux les plus urgents. Ils ont également souligné l'urgence de conclure la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, longtemps bloquée, pour corriger l'injustice historique infligée à l'Afrique, conformément au consensus d'Ezelwini et à la Déclaration de Syrte. Evoquant le dossier du Sahara occidental occupé, les deux ministres ont réaffirmé leur engagement indéfectible à soutenir la lutte légitime du peuple sahraoui pour l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination, appelant le nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura, à "coordonner étroitement" avec l'UA pour assurer la mise en œuvre de la décision du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, adoptée le 9 mars 2021, invitant le Maroc et la République sahraouie, tous deux membres de l'UA, à entamer des négociations directes sans conditions préalables à cet effet. S'agissant de la Libye, les deux parties ont réaffirmé "leur ferme rejet de toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Libye, et réitéré la nécessité pour la communauté internationale de soutenir les efforts libyens visant à assurer la préparation des prochaines élections générales".

A propos du Mali, les deux ministres ont exhorté les parties maliennes à "accélérer la mise en œuvre" de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Par ailleurs, ils ont exprimé "leur profonde préoccupation face à l'aggravation du fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent dans toutes les régions d'Afrique", et appelé à "redoubler d'efforts pour assurer la mise en œuvre des décisions pertinentes prises par les organes de l'UA" à cet égard.

Enfin, les deux ministres ont réaffirmé "leur soutien indéfectible au droit inaliénable du peuple palestinien à établir son Etat indépendant et viable avec El Qods Echarif pour capitale".